Archives communales

Service éducatif

3 rue des Clercs
26100 Romans/Isère

Tél: 04.75.45.89.89
Fax : 04.75.45.89.89

Délégation Académique à l'Action Culturelle

Service éducatif

7 Place Bir-Hakeim
BP 1065
38021 Grenoble Cedex

Romans-sur-Isère après la Révolution Française 2/2

Stage du 3e trimestre 2004

proposé par :
- Le service éducatif de la DAAC – Académie de Grenoble
- Le service éducatif des archives communales de Romans/Isère
- L''inspection de l'éducation nationale
- La DAF – Rectorat de Grenoble

Sauvegarde du Patrimoine
Romanais-Péageois
Association Loi 1901

1, rue des Clercs 26100 Romans
Fax : 04.75.02.92.82
Mel : romans-patrimoine@wanadoo.fr
www.chez.com/romanspatrimoine26

Avec des supports diffusés par :

« Sauvegarde du Patrimoine romanais - péageois »,
1 rue des Clercs 26100 Romans / Isère

www.chez.com/romanspatrimoine26
Mel : romans-patrimoine@wanadoo.fr /
Fax : 04.75.02.92.82.

SOMMAIRE

Le Cercle militaire
Le kiosque (place Jules Nadi)
Les couvents et les lois laïques / 1906: le couvent Saint-Just, le couvent de la Visitation
Une production romanaise d'autrefois : l'absinthe "PREMIER"
Le Château Henry : hôtel particulier élevé à la fin du XIXe
Janvier 1906: la grève des ouvriers de la chaussure
Rue Pêcherie : les "chauffeurs de la Drôme"
1936: le Front populaire à Romans et l'élection de Marius Moutet
Architecture et décoration fin XIXe- début XXe

L'architecture témoin d'une société nouvelle à Romans-Bourg de Péage (1900-1960)
Architecture et décoration fin XIXe- début XXe
1- L'éclectisme
2- Le "Néo-rocaille"
3-"L'art déco"

Entreprises et demeures de la grande bourgeoisie :
4- la maison Figuet, (27 av Gabriel Péri)
5- La villa Fenestrier (détruite) rue Lamartine
6- L'usine Jourdan (bd Voltaire)
7- La chapellerie Mossant (av Général de Gaulle à Bourg-de-Péage)
8- La villa Marguerite (bd Gambetta)
9- La maison des statues (21 rue Jacquemart)
10-La maison Marquet (7-9 côte des Cordeliers)

L'habitat social
11- La cité Jules Nadi (bd Régis Gignier)
12- La cité Mossant (av Général de Gaulle Bourg de Péage)

Les batiments publiques
13- La façade de l'hotel de ville (place Jules Nadi)
14- L'hotel des postes (place du Champ-de-Mars – rue Bozambo)
15- Les halles Jules Nadi (rue Sabaton)

Les banques
16- La Banque de France (place Jules Nadi)
17- La caisse d'épargne (27 côte des Cordeliers)

Les édifices religieux
18- La chapelle du quartier des Balmes
19- L'église N.-D de Lourdes (place Jean Jaurès)

L'instruction
20- L'école pratique de commerce et d'industrie (rue Bouvet)
21- Le lycée Albert Triboulet (bd Gambetta) et la biographie d'Albert Triboulet.

Les monuments commémoratifs
22- Le monument Auguste Bouvet (cimetière)

23- Le monument Jules Nadi (bd Gambetta)
24- Le monument aux Morts (place du Champ de Mars)
25- Le monument des Etats du Dauohiné (place Carnot)
et le poême d'André Chenier.

Les aménagements sur l'Isère
26- Le Pont Neuf
27- Le barrage de Pizançon
28- Le barrage de la Vanelle

Les grands acteurs
29- L'architecte de la ville : Raphael Dorne (1864-1940)
30- Le maître sculpteur, Gaston Dintrat (1889-1964)

Liste des Maires de Romans/ Isère
Bibliographie

Cartes :
- assemblage des cartes de Romans en 1850, 1882 et 1914
- fonds de carte de Romans vers 1880 et 1950
- carte à colorier de Romans à différentes époques

plan pour trajet

LE CERCLE MILITAIRE

Le Cercle Militaire, accolé au Foyer du Théâtre, mérite notre attention car il témoigne, avec le kiosque voisin, d'une époque à jamais révolue, de la "Belle Epoque", où Romans était ville de garnison.
Tout commence en 1887, lorsque le propriétaire du théâtre, Eloi Baptiste dit Edouard Joud, décide d'un échange de terrain avec la ville. Il propose à cette dernière une parcelle située entre son théâtre et le couvent Sainte Claire ce qui permettrait de percer une rue entre le Champs de Mars et la rue du Puy. En contrepartie, il demande à recevoir un terrain municipal jouxtant au sud le théâtre. Mais l'acte de vente n'est signé que deux ans plus tard, le 18 mai 1889, lorsque Edouard Joud et la municipalité du Dr Bonnet prennent conscience que l'arrivée du 75e Régiment d'infanterie dans notre ville, en septembre de la même année, va dynamiser le commerce et rendre nécessaire les activités de distraction. Edouard Joud a déjà construit sur sa propriété, semble-t-il en 1888, la petite salle de "l'Eden-Concert " et présente un projet de bâtiment permettant d'accueillir le "Cercle Militaire".

Trois années s'écoulent avant que monsieur Joud n'adresse au nouveau maire, Pierre Lacoste, le 27 février 1892, une demande d'autorisation pour construire sur le terrain reçu un immeuble dont le rez-de-chaussée serait occupé par "l'Eden-Concert" et le premier étage affecté aux salles de réunions des officiers de la garnison. Le conseil municipal accepte de projet car il est conforme à la délibération du 26 février 1818. La ville avait alors concédé un terrain pour construire le théâtre, sous condition que celui-ci reste à perpétuité "salle de spectacle' sans pouvoir recevoir une autre destination. Edouard Joud est seulement contraint de modifier quelques alignements", et de conserver les dégagements du théâtre, par mesure de sécurité. De plus, lorsqu'il n'utilisera pas l'Eden-Concert il doit s'engager à prêter cette salle pour les réunions des sociétés de Secours Mutuels.
Les travaux sont terminés en 1898.

La salle de l'Eden-Concert devient alors le miroir de la "Belle Epoque" : le "Café Concert" anime les samedis et les dimanches, en d'autres occasions, les bals sont organisés ainsi que des banquets. Au premier étage, les officiers en képi et pantalon garance se retrouvent au "Cercle Militaire", aujourd'hui salle Audra dont les murs sont revêtus de dorures et de tableaux glorifiant les campagnes de la guerre de 1870. Ces derniers réalisés par R. Audra répondent à la vocation du lieu et illustrent le patriotisme après la défaite de 1870 et la volonté de revanche. Une toile s'intitule "*Armée française défilant dans la plaine de Valence avec scène paysanne* ", une deuxième "*Champ de Bataille* " ; deux autres représentent le "*Triomphe de César*". Ces toiles, ainsi que des tableaux d'accompagnement et la lustrerie de la salle, sont classés à l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques depuis le 6 mars 1990.
Mais en 1923, le 75e quitte Romans, le Cercle Militaire est remplacé par le Cercle du Commerce et de l'industrie. Ce changement de "public" reflète les grandes mutations résultant de la Première Guerre Mondiale : la fierté de notre ville ne s'affirme plus dans sa garnison mais dans ses entreprises de Chaussures, la "Belle Epoque" a fait place aux "Années Folles".
De la présence du 75e, de trente années d'histoire, notre ville ne conserve que la caserne Bon (Marques Avenue), le kiosque et le Cercle Militaire.

le cercle des officiers "Romans/Isère-Mémoire en images", p 20.

Les officiers du 75e RI, dans leurs moments de loisirs, se retrouvent au cercle militaire, près de la mairie. La façade a été intégrée dans la salle des Cordeliers construite en 1994-1995. Le grand salon, richement décoré par Audra de façon allégorique sur des thèmes militaires, est aujourd'hui classé Monument historique.

LE KIOSQUE, PLACE JULES NADI

Les origines orientales du kiosque

Le mot kiosque apparaît dans la langue française en 1608 : d'origine turque, il désigne un pavillon de jardin surélevé et ouvert de tous les côtés. Mais son origine géographique, et sa forme, est sans aucun doute la Chine dès le XIIIe.

Du kiosque de jardin au kiosque à musique, au XVIIIe-XIXe, en Angleterre et en France.

Au XVIIe - XVIIIe, grâce à la Route de la Soie et à la Compagnie des Indes, se développe, en Angleterre, le goût pour l'Orient. C'est ainsi que le pavillon chinois trouve sa place dans les jardins anglais. Au XVIIIe, en France, l'anglomanie et le commerce oriental favorisent l'introduction du kiosque dans les jardins paysagers. Le passage du kiosque de jardin au kiosque à musique se fait au début du XIXe grâce aux jardins - spectacles qui sont des lieux de créations musicales, et des cafés - jardins de Paris. Se développe alors le kiosque à musique associé à des jardins, des restaurants.

Le kiosque dans le paysage urbain

Les kiosques s'intègrent aussi dans les projets d'urbanisme du Second Empire, et les jardins publics, les places surtout sont choisies comme lieu d'implantation. Le plus souvent octogonal, le kiosque repose sur un soubassement. Les colonnes sont en bois et, de préférence, en fonte, reliées par des arcades décoratives en fer forgé ; le caractère ornemental est varié, le motif de la lyre est privilégié. Le toit de zinc écaillé, en forme de dôme surbaissé, est couronné d'un lanterneau surmonté en général d'une flèche. Cet édifice est inséparable de l'évolution des techniques et de la primauté du fer et de la fonte dans l'architecture, à la fin du XIXe. Il permet, en outre, aux artisans de créer de véritables chefs d'œuvre de ferronnerie.

La fonction sociale du kiosque

Le kiosque à musique reflète l'évolution des mentalités et du niveau de vie sous la IIIe République, entre 1871 et 1914. Le kiosque est un lieu de convivialité et de divertissement populaire et familial. Il s'inscrit aussi dans un courant de démocratisation de la musique qui descend dans la rue, héritage de la Révolution. Les concerts en plein air se multiplient : d'abord réservés aux fanfares militaires, puis à toutes les sociétés chorales et musicales. Après 1870, le kiosque est également associé à l'idée de patriotisme, accueillant des fanfares et des militaires sanglés dans un bel uniforme. Le premier kiosque est construit à Metz, ville de garnison, en 1852. Par la suite, et surtout à partir de 1880, des kiosques sont édifiés dans d'autres villes de garnisons, les cités industrielles et les stations thermales.

Les kiosques dans le monde et dans la Drome

Dans les colonies françaises, les kiosques se multiplient afin d'exalter le sentiment patriotique et resserrer les liens avec "la Mère patrie". Ils apparaissent également dans certains pays d'Europe ou d'Amérique. Bien entendu, toutes les grandes villes de la Drôme ont eu leur kiosque, certaines l'ont Conservé : Nyons (aujourd'hui détruit), Montélimar, Crest, St-Rambert d'Albon (aujourd'hui détruit), Valence - son kiosque est plus célèbre que les autres grâce à Peynet qui en fit le lieu de rendez-vous de ses amoureux) et bien évidemment Romans ...

A Romans : les origines du" kiosque des Cordeliers "

La promenade des Cordeliers (aujourd'hui place Jules Nadi) doit son nom au couvent des Cordeliers, détruit pendant la Révolution. A la fin du XIXe, elle est la promenade la plus ombragée et la plus fréquentée de Romans. C'est donc tout naturellement là que le kiosque est édifié en 1888, les sociétés musicales ayant déjà l'habitude de donner des concerts sur cette place. La ville et ses habitants se sont enrichis grâce au développement et à la prospérité de l'industrie de la Chaussure : ce sont les voyageurs de commerce qui prennent l'initiative d'édifier un kiosque dans notre ville. Le financement est trouvé grâce à des souscriptions, une subvention municipale et une grande fête, le 2 octobre 1887. L'édification du kiosque correspond également à la commémoration du centenaire des Etats du Dauphiné et à l'arrivée en garnison du 75e régiment d'infanterie.

Les travaux activement menés permettent l'inauguration le 3 juin 1888. Le 22 juillet, le Président de la République, Sadi Carnot, vient à Romans pour la pose de la première pierre du Monument des Etats du Dauphiné. Il est reçu à l'Hôtel de ville par le maire et peut ainsi admirer le kiosque.

Le kiosque de 1888 aux années 1960

Le kiosque de forme octogonale est traité avec un grand souci de l'acoustique : le parquet, établi sur un sous-sol, et la menuiserie du plafond, lui assurent une excellente sonorité. Le dôme, surmonté d'un bulbe élancé, a une forme de pagode chinoise. La petite porte sous le plancher permet de ranger les chaises après chaque concert. La ville fournit le lustre, l'éclairage au gaz gratuit puis les grilles et une haie protégeant le kiosque. Les platanes actuels, devant les cafés, datent du début du siècle. Par la suite, le kiosque ne sera guère modifié jusqu'aux années 1960.

La musique militaire du 75 e régiment d'infanterie
Jusqu'à la guerre de 1914 - 1918, la musique du 75e R.I. joue sous le kiosque tous les dimanches après-midi, pour le 14 juillet et la fête du régiment, le 2 octobre.

Brassage social et fonction pédagogique
Toutes les occasions sont prétextes à des festivités sous le kiosque : fête des pompiers, fêtes de charité, fête de gymnastique. Le programme musical est varié avec une place importante faite au patriotisme jusqu'en 1922. Les enfants écoutent de la grande musique dans les concerts, et, parfois même, jouent dans les sociétés de nos deux villes : Harmonie romanaise, Harmonie Ste Cécile, batterie-fanfare de l'Avenir…Toutes ces sociétés attirent de nombreux enfants. Dans ces concerts, spectateurs ou musiciens, les enfants d'ouvriers, de commerçants ou d'industriels se côtoient.

Le déclin du kiosque entre les année 1920 et 1970
Les concerts militaires cessent à Romans avec la dissolution du 75e R.I. en 1922. Le kiosque est de plus en plus déserté par la jeunesse qui lui préfère des activités sportives. De plus, la T.S.F. s'introduit dans les familles et, pendant la Seconde Guerre Mondiale, les concerts sont interdits. Dans les années 1950 et 1960, le kiosque devient l'estrade privilégiée des orateurs lors des grandes manifestations syndicales. Cependant, disques et télévision n'incitent plus les familles à aller écouter régulièrement de la musique en plein air. Vers 1960, le kiosque est décapité, il perd son bulbe et donc toute son élégance. Même son lustre est remplacé par des ampoules. Les grilles et les haies disparaissent, pour permettre le stationnement de l'envahissante automobile, jusqu'au pied de l'édifice !

Le kiosque commence à revivre
Depuis une quinzaine d'années, le kiosque est de nouveau utilisé, d'autant plus que tous les musiciens s'accordent à dire que l'acoustique est très bonne. Des concerts sont donnés lors de la Fête de la Musique; des animations sont présentées pour le Carnaval.

LES COUVENTS ET LES LOIS LAÏQUES

1906: le couvent Saint-Just
Au XVIe, les bâtiments qui abritent aujourd'hui la gendarmerie et l'école Saint-Just n'existaient pas, le terrain appartenait à Félix Guigou et le quartier s'appelait à l'époque "Beauséjour". A la fin du XVIIe, sous le règne de Louis XIV, Claudine Marnais de Saint-André, 17e abbesse de St-Just de 1677 à 1716, fait construire le bâtiment actuel. Aujourd'hui encore, il est possible de voir le blason de ses armes, rue St-Just, au-dessus de la -porte principale *: écartelé au 1e et 4e de sable, au chevron d'or ; au chef de même chargé d'une hure de sanglier, à la défense d'argent ; au 2e et 3e d'argent, à l'aigle d'azur, membré becqué et couronné de gueules.*

Comme tous les ordres religieux, celui des chanoinesses de St-Just est supprimé par l'Assemblée Nationale en 1790 et les bâtiments sont cédés, en 1793, par la Convention, à l'administration des hospices. Pendant la Terreur de 1794, ils servent de prison pour l'internement des "suspects". En 1798, les parties jouxtant la rue Bistour deviennent caserne ; la partie proche du couvent Ste-Claire est remise en 1804 à la congrégation du St-Sacrement qui y établit sa maison-mère.
Cet ordre religieux se voit assigner trois tâches par les autorités : le service des hôpitaux, les secours à domicile et la tenue des écoles et reçoit en 1817, la partie jusque là occupée par la gendarmerie qui doit déménager. Au cours du XIXe la congrégation accroît son influence et fonde de nombreuses "maisons", en France, et dans le monde.

La loi de "séparation de l'Eglise et de l'Etat" met un terme à ce développement : les sœurs du St-Sacrement doivent transférer leur "maison-mère" à Valence. C'est le décret du 15 janvier 1906 qui leur enlève les bâtiments rue Saint-Just. Le 23 juin, les sœurs malades et leurs infirmières sont transportées à la maison de l'Arnaud ; ce qui enlève à la communauté 45 religieuses. Le 30 juin 1906 expire le délai consenti par le gouvernement pour l'évacuation. Depuis 1909, une partie des bâtiments abrite une école laïque maternelle et primaire. En septembre 1911, les locaux donnant sur la rue Bistour sont affectés aux brigades de gendarmerie de l'avenue Duchesne.
Durant ce premier trimestre 1906, les querelles entre cléricaux et laïcs s'ajoutent à l'antagonisme entre patrons et travailleurs que la grève générale de la chaussure de janvier a attisé. C'est donc une double fracture, sociale et culturelle, qui divise les Romanais, en ce début du XXe que les historiens ont surnommé..... la "Belle Epoque" !

1906: le couvent de la Visitation
Le couvent de la Visitation a été fondé en l632 par François de Gaste qui souhaitait offrir à sa ville un établissement de l'ordre contemplatif créé en 1610 par St François de Sales et Ste Jeanne Chantal. Jusqu'à la Révolution, les vocations augmentent, l'établissement s'agrandit mais, en septembre 1792, les religieuses sont chassées et le monastère cédé aux hospices. En 1802, avec le Premier Empire, les "Dames de Visitation" retrouvent leur bien. Toute l'aile nord est affectée à un pensionnat de jeunes filles et le couvent poursuit sa mission d'enseignement jusqu'aux lois de "séparation de l'Eglise et de l'Etat" : le mardi 6 mars 1906, les religieuses sont expulsées. Cette journée nous a été relatée par "L'Impartial' du jeudi 8 mars 1906.

« Mardi, à 2 heures du matin, le liquidateur arrive de Valence mais 150 personnes ont eu le temps de se rendre auprès des religieuses qui ne sont qu'une dizaine. Un double barrage est établi à chaque extrémité de la rue Ste-Marie - rue hautevilleneuve et rue St-Just - pour contenir les badauds. Accompagné du juge de paix et du commissaire police, de 4 agents et d'autant de gendarmes, le liquidateur se présente à la porte de la grille de fer, rue Ste-Marie. La porte est fermée. Un serrurier est chargé de la crocheter. C'est l'affaire de quelques instants mais la grande porte d'entrée et la porte de la clôture résistent davantage. Après les sommations d'usage, les portes sont brisées à coup de marteau. Les personnes qui assistent les religieuses font entendre de vigoureuses protestations alors, qu'à l'extérieur, quelques grossières plaisanteries fusent. Face aux autorités, la mère supérieure donne lecture de sa protestation puis, sous les acclamations de la foule, sort avec les autres religieuses qui reçoivent l'asile chez des familles amies. Dés le lendemain, mercredi 7 mars, le train les emmène loin de Romans à destination de leurs établissements d'Italie ".

Le même jour, le gouvernement "tombe". Dans le nouveau cabinet, Clemenceau est ministre de l'Intérieur et, dés le 16 mars, il invite les préfets à suspendre les inventaires. Le 12 juillet 1906, est votée "l'amnistie générale" pour tous les fauteurs de troubles : la guerre religieuse est terminée ; la République est alors assez forte pour reléguer l'église dans la sphère du privé : l'école publique est l'école laïque. A Romans, les bâtiments de la Visitation récupérés par la ville sont successivement occupés par une école supérieure de jeunes filles, par le collège moderne, puis par l'annexe du lycée Triboulet, et enfin par le musée depuis 1971.

UNE PRODUCTION ROMANAISE D'AUTREFOIS : L'ABSINTHE "PREMIER"

L'absinthe est une variété d'armoise, herbe à l'odeur puissante et aromatique et à la saveur amère. En décoction ou en extrait elle donne une liqueur titrant 72° surnommée la "Fée Verte". Les Romains savaient déjà utiliser cette

plante mais la liqueur apparaît sous sa forme moderne en Suisse à la fin du XVIIIe. Ce sont les militaires de retour de la conquête de l'Algérie qui en lancent la mode après 1830 auprès de la bourgeoisie. Chargés de vertus médicinales, les militaires en mettent dans l'eau pour se protéger des dysenteries. Cet élixir devient au milieu du XIXe une boisson apéritive qui supplante rapidement le quinquina et autres "amers". La majorité des distilleries se trouvent en Franche-Comté mais un Romanais sait profiter de l'engouement suscité par la "Fée-Verte". Il s'agit de François Premier.

Après avoir été apprenti mégissier à Romans, puis apprenti confiseur à Grenoble, le jeune François revient fonder à Romans, en 1829, place Fontaine Couverte, un petit établissement de liquoriste confiseur. Après quelques années ses affaires vont si bien qu'il lui faut s'agrandir. Il se transporte alors rue Saint-Nicolas. En 1836 naît son fils qu'il appelle par malice de vieux républicain, Louis Philippe, au nom du roi régnant. Sous le Second Empire, Louis-Philippe devient le collaborateur de son père et gère avec brio l'entreprise familiale. En 30 ans, il en décuple le chiffre d'affaire. Au début de la IIIe République, la consommation d'absinthe se démocratise car grâce à de nouvelles méthodes de fabrication, c'est maintenant un apéritif bon marché, abordable pour les ouvriers. Louis-Philippe décide de développer sa production et installe, en 1886, une distillerie à Germançon entre Savasse et Martinette. Les "Etablissements Premier" sont alors présentés comme des modèles du genre. Les publications scientifiques insistent surtout sur les soins particuliers qu'ils apportent au traitement de leurs herbes, exclusivement en provenance des Alpes du Dauphiné et plus spécialement du Vercors connus pour produire les absinthes les plus parfumées. La maison Premier est alors aussi renommée que les établissements Pernod ou Berger car, comme Fenestrier, Premier comprend l'impact de la publicité pour faire connaître sa production. Louis-Philippe Premier meurt en1908 après avoir édifié un somptueux château dominant sa distillerie et connu les honneurs de sa profession et de sa ville. Son fils Edouard et son gendre, Charles Henry poursuivent le développement de l'entreprise en édifiant de nouveaux magasins. Mais déjà, le règne de l'absinthe est menacé. La Fée-Verte devient bouc émissaire des problèmes sociaux, accusée d'empoisonner et de ruiner la classe ouvrière ; elle est prise à partie par l'Académie de Médecine qui la déclare nocive, par les ligues antialcooliques qui l'accusent de rendre fou et criminel et par la viticulture qui supporte mal la concurrence.
Le gouvernement de Poincaré veut contenter l'opinion publique, c'est alors qu'éclate la Première Guerre Mondiale, l'occasion est bonne. Peu de jours après survient le décret, sanctionné par la loi du 16 mars 1915, qui prohibe l'absinthe. A Romans, il faut fermer les portes des ateliers de Germançon, déjà vidés de la majorité de leur personnel par la mobilisation. Le contenu des immenses foudres est répandu dans le ruisseau, des plantes d'absinthe sont brûlées sur la place publique de Saint-Jean-en Royans. Un dédommagement équitable est prévu mais la guerre impose d'autres priorités au gouvernement. Le décret est fatal à l'entreprise. Cela aurait pu être la fin d'une grande saga mais les arrières -petits-fils de François Premier, Louis Premier et Marcel Henry, savent profiter d'une opportunité, le décret d'octobre 1922, qui autorise et réglemente la fabrication d'une boisson "à base d'anis étoilé et de réglisse", titrant 45°. La distillerie de la rue Saint-Nicolas (aujourd'hui Maison de quartier) ouvre de nouveau ses portes pour permettre la fabrication du "pastis" mise au point par Paul Ricard. Mais à la fin des années 1950, la "Maison" Premier" disparaît, victime de la concurrence financière et commerciale des grandes marques nationales.
Aujourd'hui "Premier" est le nom d'une rue longeant la Savasse et le "château Premier " abrite une partie des établissements scolaires St-Maurice et N.D des Champs.

Le Château Henry : hôtel particulier élevé à la fin du XIXe

La fortune de Charles Henry lui permet d'édifier, peu avant 1900, le "château", en bordure du Chemin des Bœufs. Le bâtiment est caractéristique de l'architecture et de la décoration un peu surchargées de la Belle Epoque. La présence d'un vaste jardin et la proximité de l'Isère, en faisaient une des propriétés les plus spacieuses et agréables de Romans. Le château Henry reste habité jusqu'au début des années 1980 par les héritiers de la famille. En 2003, il est devenu une résidence sociale pour le logement des jeunes

JANVIER 1906: LA GRÈVE DES OUVRIERS DE LA CHAUSSURE

En 1905, près de 3000 ouvriers et ouvrières de Romans travaillent dans l'industrie de la chaussure pour laquelle notre ville est devenue le premier centre de production de France, avec 35 entreprises. La mécanisation permet d'accroître la productivité mais cela nécessite des investissements de plus en plus lourds, entraîne la concentration

des entreprises et l'augmentation de leurs effectifs. Chez Grenier, la plus importante "maison", travaillent plusieurs centaines d'ouvriers dont 150 dans l'usine du boulevard de l'Ouest.

Cependant, les salaires ne répondent pas à l'intensification du travail en usine. En décembre 1905, le patronat refuse d'accorder aux coupeurs un salaire minimum de 5 F par jour. Après des pourparlers infructueux, la grève est votée le 13 décembre : la fabrication s'arrête et le 22 décembre, les ouvriers sont mis au chômage.

Au bout de quinze jours, de nombreuses familles ouvrières se retrouvent dans la misère, les patrons estiment alors que le moment est venu de briser la grève, la gendarmerie de Romans reçoit des renforts. Les soldats du 75e R.I. sont consignés. Le mardi 2 janvier 1906, les fabricants de chaussures décident la reprise du travail et font appel à tous les ouvriers. En réaction les coupeurs votent la poursuite du conflit. Les usines ouvrent leurs portes, le jeudi 4, mais sans grand succès car la grève se diffuse; à l'entrée, les manifestants conspuent les "renégats" et chantent "l'Internationale". A 3 heures de l'après-midi, 1500 grévistes parcourent, dans le calme, les rues de la ville. Le lendemain, 800 ouvriers et ouvrières de toutes spécialités, notamment des piqueuses, décident de soutenir les coupeurs et votent à l'unanimité la grève générale. A leur sortie, les coupeurs occasionnels de l'usine Grenier sont accueillis par un millier de manifestants aux cris de "Vive la grève, à bas les renégats et les exploiteurs". Les mêmes scènes se répètent devant d'autres usines. Le samedi 6, les grévistes empêchent la rentrée dans les usines Paul Roux et Grenier. Des vitres sont brisées, M. Grenier conseille à ses ouvriers de se retirer : toutes les usines ferment. L'Union des syndicats décide la grève générale de la chaussure, exceptée pour les "maisons" qui ont accepté les revendications ouvrières, notamment Fenestrier et Bady. Des cortèges continuent à parcourir la ville, "drapeau rouge" en tête, au chant de "l'Internationale". Les 3000 travailleurs de la chaussure sont en grève. Cependant, le dimanche 7, 200 représentants, voyageurs et employés de commerce, organisent une contre-manifestation à travers la ville. La dislocation s'opère, dans le calme. devant la mairie, aux cris de "Vive la Liberté". Le lundi 8, le travail reprend lentement à l'exception des coupeurs, alors qu'une nouvelle manifestation parcourt la ville. La municipalité intervient et offre notamment des secours aux chômeurs nécessiteux. Cependant, il est évident que le conflit s'essouffle et qu'une issue doit être trouvée. Le jeudi 11, le maire Pinet, préside l'entrevue entre le Syndicat des fabricants de chaussures et le Syndicat des coupeurs, qui aboutit à un compromis : *les coupeurs payés 4,50 F ou plus ont une augmentation de 0,50 F par jour; en cas de chômage, le travail sera réparti sur tout le personnel coupeur; les grévistes ne sont pas renvoyés.*

Un conflit de 5 semaines s'achève, mais, à l'exception des coupeurs, les ouvriers de la chaussure n'en retirent aucun avantage quant à leurs conditions de travail et leurs salaires. Cette défaite s'explique en partie par l'improvisation qui a caractérisé cette grève et le manque de concertations entre les revendications des coupeurs et celles des autres syndicats. Quelques jours plus tard, les syndicats ouvriers constatent qu'en face du patronat, les "travailleurs" doivent être regroupés dans une seule organisation : le 10 février 1906, c'est la création du syndicat des Cuirs et Peaux.

Cette grève dans la "chaussure" est une des premières qui marquent l'année 1906 pendant laquelle les conflits sociaux sont réprimés par Clemenceau. En octobre, la C.G.T. adopte une nouvelle orientation "révolutionnaire" avec la charte d'Amiens, la situation romanaise n'est donc que le reflet local de la force grandissante du monde ouvrier.

La Saint Crépin

Texte extrait "les Romanais, Romans et la chaussure" , édition Acces, p 44

« C'est la Saint-Crépin, Mon cousin, Les cordonniers se grisent.... ». La chanson, vieille comme la corporation, sans doute exagère... Mais si dimanche, tous les « bijoutiers sur le genou », en l'honneur de leur patron, n'ont pas « pris une cuite », du moins, par des repas pantagruéliques et des longues beuveries, ont-ils gaîment fêté Saint-Crépin ?

Le temps était à souhait, beau mais un peu froid, propice dès lors aux causeries joyeuses, entrecoupées de chants, autour d'une table bien garnie ... La Saint-Crépin, ici, prend les proportions d'une véritable solennité locale : elle est célébrée, même par ceux qui jamais ne touchèrent une tige et ne mirent le plus petit point, ni la moindre cheville, de leur vie, à un soulier. La fête naturellement, s'est continuée le lundi.

Car, vous ne sauriez l'ignorer, les cordonniers sachant que l'anniversaire de leur saint tombe un lundi, sans qu'on ait pu leur dire exactement lequel, ont pris, depuis sa canonisation, l'habitude de consacrer à Saint-Crépin – de crainte de se tromper – sans exception tous les lundis....

RUE PÊCHERIE : LES "CHAUFFEURS DE LA DRÔME"

22 septembre 1909, le soleil se lève sur Valence. Devant la porte de la prison se dresse la guillotine alors que la foule est tenue à distance par un service l'ordre composé notamment d'un bataillon du 75e R.I. de Romans. Bientôt, trois hommes, Louis Berruyer, Louis David et Urbain Liotard, montent à l'échafaud. En six minutes, le couperet de la guillotine met fin à l'épopée sanglante de criminels que l'opinion publique et la presse populaire

avaient surnommes "Les Chauffeurs le la Drôme". Le quatrième. Jean Lamarque avait échappé à la police. En quatre ans, la bande s'est rendue coupable une vingtaine de meurtres et de vols, notamment à Peyrins, Chatuzange, Alixan, Bourg-de-Péage et Romans. La plupart de ces crimes ayant été organisés chez Berruyer, rue Pêcherie. dans sa maison où se retrouvaient également leurs complices, Noémie Nirette surnommée "La Poule Noire", Hippolyte Caleu dit "Bel-Oeil" et "Romarin Finet.

Au début de ce siècle, la rue Pêcherie a perdu son animation commerciale qui la caractérisait trente plus tôt, ses commerces l'ayant délaissé au profit des quartiers ouverts sur la gare inaugurée en 1864. De plus, elle ne répond plus aux besoins d'une population dont le pouvoir d'achat s'améliore et qui demande des appartements plus spacieux et plus lumineux. Libérée de sa population "petite bourgeoise", bordée de nombreuses maisons inhabitées, la rue Pêcherie peut abriter, dans la discrétion, les desseins criminels de Berruyer et de sa bande. Le "Chauffeur" est locataire d'une maison de trois étages et un grenier en façade (actuellement, 26 rue Pêcherie) mais, sur l'arrière, le premier étage devient rez-de-chaussée, car la bâtisse est adossée au coteau des Terreaux et s'ouvre sur la côte du Crotton. Par cette porte dérobée, on peut quitter furtivement la maison et s'engager ensuite dans le labyrinthe des petites ruelles du Crotton.

Emmanuel Dossat, l'auteur des "Hommes Rouges", nous a dépeint en 1909, l'intérieur de cette maison :

« *Après avoir franchi le seuil, par la rue Pêcherie, se troue une pièce assez vaste. éclairée par une fenêtre en plein cintre qui servait autrefois de devanture à une "buvette borgne" . La pièce principale conserve l'allure noirâtre et enfumée de son ancienne destination. Dans le milieu se trouve une table grossière en bois blanc, tachée de vin et de graisse, entourée par un banc à droite et des chaises de paille à gauche destinées à recevoir des convives. En face de la porte et sur le couloir sombre, se profilent les premières marches d'un escalier en bois qui monte au premier, dessert les appartements de cet étage et permet surtout de passer en quelques secondes des appartements de la rue Pêcherie dans ceux s'ouvrant sur la côte du Crotton. Lorsqu'une affaire grave se débattait, un indicateur, homme ou femme, était posté dans la rue et, à la moindre alerte, il venait frapper ou siffler sous la fenêlre en cintre, le signal convenu* »

La guillotine à Valence, 1909.
(1 Fi 966)

1936: LE FRONT POPULAIRE À ROMANS ET L'ÉLECTION DE MARIUS MOUTET,

La victoire du Front Populaire en mai 1936 est l'aboutissement de la prise de conscience du danger que représente, pour la démocratie, l'extrême droite. La nécessité d'un rapprochement des partis de gauche et des syndicats pour enrayer à cette menace est accélérée par la manifestation des ligues du 6 février 1934.A Romans, cette page d'histoire nationale se joue en deux épisodes. Le premier round est politique et le second syndical .

Election de Marius Moutet (S.F.I.O)

Dans la circonscription de la Drôme Nord, la Droite n'avait jamais eu la possibilité de gagner. Elle réalise donc sans peine son unité autour de Joseph Pouzin, élu député de la Drôme en 1919 grâce au scrutin départemental à la proportionnelle. Il était exploitant agricole à St-Paul-les-Romans et animateur du mouvement coopératif Dans notre département, le syndicalisme agricole a été créé et encadré par des hommes de droite. Dans notre circonscription, les trois grands partis de ce front présentent chacun leur candidat au premier tour, l'unité devant se réaliser au second tour dans le cadre d'un pacte conclu au niveau national par le Front Populaire. Le parti radical choisit un inconnu, l'avocat lyonnais Claps. Ce parti est sur son déclin, incapable de trouver sur place un élu local alors qu'en 1924 trois des quatre députés drômois étaient radicaux ! Le parti communiste était jusqu'ici très minoritaire. En 1932, il n'avait pas même recueilli 4 % de voix dans le département. A Romans, il désigne Charles Doucet, secrétaire de l'union départementale *C.* G. T. Le parti socialiste a un candidat évident, le député sortant Marius Moutet, un avocat qui, déjà, fait figure de notable (1) dans une région où le parti socialiste est en train de prendre la place du parti radical.

Léon Blum, leader socialiste, vient à Romans, le 24 juillet 1932, présider le banquet de la fédération SFIO de la Drôme. Il prononce un discours sur la place Jean Jaurès devant un auditoire estimé à 3 000 personnes. Derrière lui, sur l'estrade, à droite Jules Moch, à gauche Marius Moutet, successeur de Nadi au Palais-Bourbon.

Marius Moutet, secrétaire de la fédération SFIO de la Drôme, tête nue au milieu d'un groupe de militants, devant l'hôtel de ville de Romans. Député du Front populaire en 1936, il deviendra ministre des Colonies dans le cabinet Léon Blum. A Vichy, en juillet 1940, Moutet est un des 80 parlementaires à refuser les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Président du Sénat sous la IVe République, il meurt en 1972. "*Romans/Isère - Mémoire en images*", p 93.

Le dimanche 26 avril, les trois candidats du Front Populaire totalisent une majorité confortable : 61 % des voix sur la circonscription et même 64 % sur Romans dont le' maire, le Dr Barlatier, est un modéré. Le poids du notable l'emporte sur la couleur politique ! Le parti radical ne pèse pas lourd avec 8 %. Moutet a largement séduit son ancien électorat; en revanche, il a cédé des points à gauche. Le part communiste, en effet, recueille 22 % des voix à Romans, 18 % dans la circonscription et plus de 40 % à St-Uze où la C.G.T. est enracinée depuis le début du siècle. Le parti radical en déroute et le Parti communiste en pleine ascension retirent leurs candidats au second tour et appuient pleinement Marius Moutet. Il sera élu et deviendra, quelques semaines plus tard, le ministre des colonies de Léon Blum. Mais son élection a été finalement

sans éclat : il recueille 53 % des suffrages exprimés dans la circonscription et 57 % en ville. Son adversaire de droite, Pouzin, a bénéficié du transfert de voix radicales, surtout dans les milieux commerçants, et du ralliement d'abstentionnistes du dimanche précédent. Il est même le premier dans la majorité des communes où prédomine l'agriculture. La circonscription de Romans, en ce printemps du Front Populaire, est un cas de figure qui se reproduit un peu partout dans la France moyenne, en donnant ainsi une place prééminente au parti socialiste S.F.I.O. à l'intérieur de la gauche. Son chef, Léon Blum devenait ainsi le candidat tout désigné pour constituer le gouvernement. ,

Négociations issues des accords Matignon (1936)

A Romans, les syndicats C.G.T. et C.G.T.U. pratiquent sur le terrain cette union souhaitée par beaucoup de leurs adhérents face à une extrême droite particulièrement active dans notre ville. Le 3 juillet 1935, le Parti Radical accepte de s'associer à la S.F.I.O. et au P.C. pour faire du 14 juillet un grand jour contre le fascisme : à Romans, plus de « 10000 personnes » vont déposer une gerbe au Monument des Etats du Dauphiné. Le 3 janvier 1936, les unions locales C.G.T. et C.G.T.U. de Romans fusionnent en un seul syndicat. Elles bénéficient du soutien du député M. Moutet (S.F.I.O). Pour la majorité des travailleurs, les résultats politiques doivent être suivis de profondes réformes sociales. Les 7-8 juin, sont signés, à Paris, les Accords de Matignon qui instituent les contrats collectifs de travail, reconnaissent l'exercice du droit syndical et recommandent un réajustement des salaires.

Le 9 juin, le syndicat des Cuirs et Peaux de Romans dépose son cahier de revendications, celui-ci reprend les termes des Accords en y ajoutant la semaine de 40 heures et les congés payés. Il exige un salaire minimum : depuis le début de la crise économique, en 1930, certains patrons embauchent des jeunes pour 0,50 à 0,75 Francs par heure. Ces revendications anticipent seulement les lois votées les 11 et 12 juin créant les congés payés, les conventions collectives et la semaine de 40 heures. Ce même jour, à la suite du rejet de leurs revendications, mais sûrs de leurs droits, les ouvriers de la fabrique Juveneton se mettent en grève puis occupent l'usine.

Le 14 juin, 2 000 Romanais et Péageois défilent pour célébrer *"la victoire de la classe ouvrière*. La menace de la généralisation de la grève amène les congés payés et un réajustement des salaires. A la suite d'une réunion des délégués patronaux et ouvriers à la mairie, ces derniers obtiennent une augmentation des salaires : de 7 à 15 % pour une semaine de 48 h ; les piqueuses n'ont plus à payer leurs fournitures.
Pourtant une grande partie des salariés cessent le travail; des revendications particulières sont présentées dans chaque entreprise, une extension des droits aux congés payés est exigée. En effet l'accord du 18 juin exclut 40 % des salariés : ceux n'ayant pas suffisamment d'heures de présence dans l'entreprise ne toucheraient aucun salaire et seraient contraints au chômage pendant la durée des vacances.
Le lundi 20 juillet, les patrons refusent toute nouvelle discussion : le lendemain, à 9 h, la totalité des usines de chaussures cessent le travail. 35 usines, employant 3500 ouvriers, sont occupées dans le respect du matériel et la bonne humeur. Chez Fenestrier, boulevard Gambetta, un orchestre anime des bals quotidiens. Le 23 juillet, la délégation patronale accepte le paiement de 11 jours ouvrables sans limitation de la durée de présence à l'usine : le travail reprend le 25.

Au second semestre, le salaire moyen d'un coupeur passe à 4,15 francs par heure mais l'application des accords de Matignon est lente : la semaine de 40 h n'est acceptée par le patronat romanais qu'en mars 1937. Ce n'est que le 30 juillet 1937, que les 15 jours de congés payés entrent en application dans les industries de la chaussure.

Le bilan social positif du Front Populaire pour les travailleurs provoque un renforcement des syndicats : à Romans, celui des Cuirs et Peaux passe de quelques centaines d'adhérents à plus de 4000 ; le P.C. voit son influence s'accroître et, en décembre 1 936, ses dirigeants peuvent déclarer *: "nous sommes le plus grand parti à Romans, marchant rapidement vers les 200 adhérents".*

(1)-Sur ce sujet, lire Alain Sauger.- "La Drôme, les Drômois et leur département, 1790 - 1990; pages 228 et 229.

ARCHITECTURE ET DÉCORATION FIN XIXe- DÉBUT XXe

L'architecture témoin d'une société nouvelle à Romans-Bourg de Péage (1900-1960)

A Romans et à Bourg-de-Péage, les soixante premières années du XXe furent celles de l'apogée de l'industrie reposant sur la production de chaussures et de chapeaux.
Les conséquences en furent non seulement une expansion démographique sans précédent, la population de l'agglomération passant de 21 000 h à 34 000 h, mais aussi l'enrichissement, de la collectivité en général, et de la bourgeoisie patronale en particulier, ce qui entraîna de profondes modifications dans le paysage urbain de nos deux cités : le développement spatial de Romans se réalisant essentiellement entre la place d'Armes (Jean Jaurès) et la voie ferrée.
L'usine est le bâtiment emblématique de cette période : la recherche d'un caractère moderne dans l'architecture et la volonté de marquer l'espace se retrouvent à la fois dans les usines Jourdan et Mossant. Durant la Belle Epoque, les grands patrons s'offrent, à proximité même de leur usine, de belles demeures dénommées « Château ou Villa », c'est le cas de Premier, Henry, Fenestrier, Cara, Argod, Mossant. L'existence et l'affirmation d'une classe ouvrière nombreuse favorise des réflexions sur l'habitat social qui aboutissent à la réalisation des Cités Nadi ou Mossant, dont les motivations sont cependant différentes. La majorité des Romanais se retrouvent, pour l'essentiel de la vie sociale, dans les quartiers proches de la côte des Cordeliers où sont encore visibles les élégantes façades des commerces les plus fréquentés : près de l'Isère, les Halles Jules Nadi ont malheureusement été rasées.
L'enrichissement de la cité s'accompagne du développement des banques qui s'installent dans des établissements aux façades imposantes (Banque de France, Caisse d'Epargne). L'expansion des échanges nécessite la construction de la poste, du Pont Neuf pour le « tramway » ; l'augmentation de la consommation d'électricité est à l'origine des barrages de Pizançon et de la Vanelle. L'aisance de nombreuses familles leur permet d'exprimer leur foi par la construction de l'église N.-D. de Lourdes et du patronage Saint-Hippolyte.
Ces soixante années sont aussi celles de la mise en place définitive du système scolaire français (études secondaires ou techniques, enseignement public ou enseignement privé), les établissements édifiés alors à Romans - Bourg-de-Péage, ne sont pas sans intérêt architectural (l'Ecole Pratique, lycée Triboulet).
Enfin, l'une des particularités de cette période est la réalisation de monuments commémoratifs, témoins des deux conflits mondiaux (Monuments aux Morts ou aux Etats Généraux), ou liés au souvenir de personnalités (Jules Nadi, Auguste Bouvet).

Architecture et décoration fin XIX e- début XXe

1- l'eclectisme
Les décorations des immeubles du début du XXe garderont, pendant une vingtaine d'années, les motifs architecturaux qui ont fait la gloire de la période hausmannienne. Ce n'est que vers la fin des années 1920 et 1930, que les bâtiments prendront un autre aspect, celui du béton brut, austère et sans fioritures. Ce sera alors une rupture avec le passé, le rejet des conventions esthétiques. Apparu au XVIIIe, le néoclassicisme se maintient au XIXe et fait se multiplier références et emprunts à l'architecture de la Grèce antique. Une multitude de styles, regroupés sous le terme « d'Eclectisme », remplace l'ordonnance rationnelle du Siècle des Lumières. L'Eclectisme apparaît à Paris entre 1830 et 1870, et à la fin du XIXe et au début du XXe en Province, au début de la IIIe République. Le goût pour l'imitation des styles anciens se double non seulement d'une hybridation de ces styles, mais aussi d'une profusion du décor, le plus souvent gratuite. Outre la multiplication des éléments architecturaux inutiles et des sculptures, cette redondance s'accompagne d'un goût tout à fait nouveau et très net pour l'apparat. Les motifs ainsi multipliés sont le plus souvent juxtaposés de manières arbitraire.
La profusion de décors architecturaux variés donne à la fois une impression d'accumulation et d'équilibre soigné.
- Tout au long des fenêtres s'étagent des ornements sculptés : mascarons, consoles, fenêtres encadrées de pilastres, guirlandes de feuillage nouées par un ruban. Une large corniche à mordillons caractéristique de cette époque souligne la toiture, elle est surmontée d'un fronton curviligne orné d'un médaillon.
- Autres témoignages de l'engouement pour la sculpture dans le style éclectique : l'Atlante (tenant dans sa main droite une bourse et dans sa main gauche le caducée, symbole du commerce) et la Cariatide drapée pudiquement (un marteau à la main gauche et une roue crantée à la main droite, symbole de l'industrie) supportent un balcon.
- Toutes le fenêtres du premier étage sont surmontées de sculptures de têtes d'enfants, aux expressions différentes dans un décor aux lignes souples.
Pilastres à chapiteaux décorés, de part et d'autre de la porte cochère surmontée d'un cartouche monogramme au nom du premier propriétaire (A C : Adolphe Chosson).
- Balustres de pierre et fenêtres embellies de frontons ornés de masques de faunes, soutenues par des pilastres décorés et des encorbellements à moulures.
Corniche sculptée, cartouches ornés de palmettes, fronton triangulaire, entablement légèrement en saillie, balcon en ferronnerie, particulièrement légère et élégante.
- Balcons soutenus par des consoles moulurées. Fenêtres ouvragées, couronnées par deux frontons curvilignes.
- Fenêtre surmontée d'un fronton triangulaire brisé, où s'inscrit un oculus.
Toit en ardoise percé de lucarnes à fronton triangulaire, décoré d'une rosace. L'angle du bâtiment est souligné par un motif en chaîne de refend.

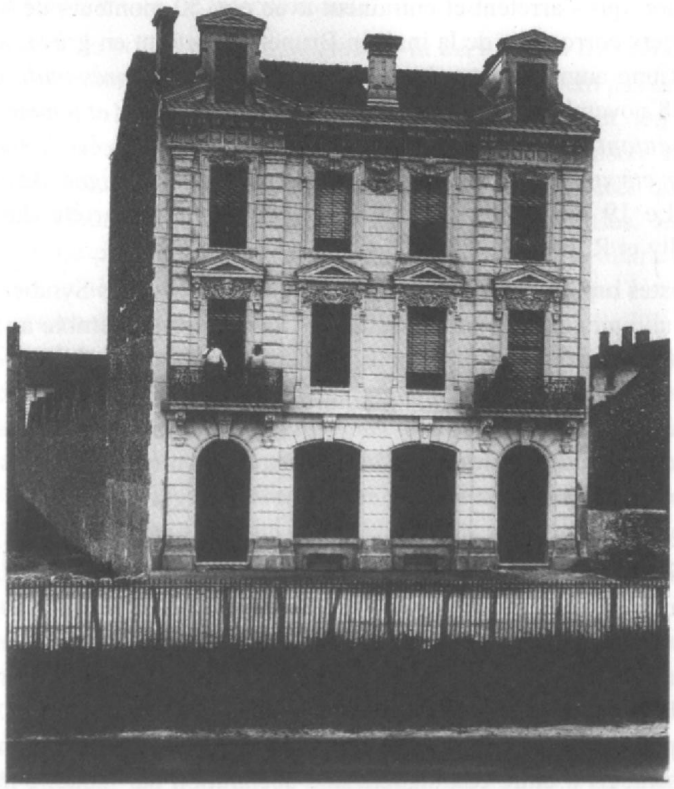
- Fenêtre surmontée d'un fronton triangulaire et d'une frise largement décorée de motifs végétaux, et d'un cartouche où s'inscrit le caducée symbolisant le commerce.
- Beaucoup de façades , dont l'élégance est remarquable, sont embellies de balcons à ferronnerie ouvragée. Des guirlandes de fleurs, de feuilles, de fruits, s'épanouissent autour de ces avancées. les motifs, inspirés du monde végétal, s'harmonisent au milieu de volutes aérés. Masques, guirlandes, chimères et autres têtes d'animaux mystiques sont en parfaite osmose avec les sculptures des façades.

2-Le "Néo-rocaille"
Un autre mouvement s'inspire du style « Rocaille » du XVIIIe, il utilise un mélange de coquillages piquants, des écorces et des coraux, avec des arabesques végétales très libres, souvent dissymétriques. la feuille de chicorée, la branche tordue, la palme et la tige flexible se substituent à l'acanthe, au rinceau et au feston de guirlandes du classicisme. Son influence infléchit même l'architecture dont l'ordonnance classique se soumet aux effets conjugués de la sculpture et de la ferronnerie : balcons en encorbellement sur consoles, couronnement des trophées sculptés, palmes et cartouches insinuées sur les lignes de refend des murs, animent les façades. Celle-ci est rythmée par de hautes baies cintrées, parfois en anse de panier.

3-"L'art déco"
A la fin des années 1920, « l'Art Déco », en tant que volonté est le produit d'un demi-siècle d'effort pour renouveler le langage décoratif, pour l'adapter aux techniques et aux formes issues de la Révolution Industrielle. La sécheresse de la standardisation, trouve un contrepoint dans certains détails plastiques : formes, grasses des appuis de fenêtres en fonte, motifs abstraits des jambages, utilisation de nouveaux matériaux notamment le béton armé qui remplace à Romans la molasse et la pierre de taille. L'immeuble Fréchet, 9 place Charles-de-Gaulle. Construction intéressante en bon état, en béton, unique à Romans : architecture qui peut « perturber » le spectateur. Architecture fonctionnaliste (grandes ouvertures) proche de Le Corbusier (voir l'architecte Mallet Stevens). Mais la façade continue à être rythmée horizontalement et verticalement. Sur le toit, à l'avant-corps circulaire répond les oculi de la façade.

Entreprise et demeures de la grande bourgeoisie :

4- la maison Figuet, 27 av Gabriel Péri
1888 : Adolphe Figuet, industriel de la chaussure, fait construire, au sud de la voie ferrée, et en bordure du boulevard du Nord, une demeure qui jouxte un ensemble d'ateliers qu'il fait également édifier. 1899 : décembre, Adolphe Figuet est élu maire de Romans. 1903 : 13 mars, décès d'Adolphe Figuet. 1903 : 7 mai, le conseil municipal décide de donner le nom de Figuet à l'une des rues de la ville, «*afin de perpétuer le souvenir de Monsieur Adolphe Figuet, chevalier de la Légion d'Honneur, qui, de simple ouvrier, était devenu fabricant de chaussures qui fut conseiller municipal, adjoint au maire, puis maire de Romans, et qui est décédé, membre du Conseil* Général de la Drôme».



Maison d'Adolphe Figuet, boulevard du Nord (aujourd'hui Gabriel Péri). Derrière la maison, l'usine ouvrant rue Guillaume, avec les toits en dents de scie. En haut de la façade, on remarque encore aujourd'hui l'inscription « Manufacture de chaussures » et, en-dessous, l'emblème de la marque, un lion encadré par les initiales A.F. Fonds Taly. Mémoire de la Drôme

5- La villa Fenestrier (détruite) rue Lamartine
Les trente première années du XXe sont l'Âge d'Or de la chaussure de Romans symbolisé par un nom « Fénestrier » et une marque « UNIC ». Joseph Fénestrier sera un innovateur en matière de production et de commercialisation, et le seul industriel de Romans, comme Charles Mossant à Bourg-de-Péage, à intégrer la haute-bourgeoisie.

1874 : 26 décembre, naissance de Joseph Fénestrier, fils d'un charcutier de la place Fontaine-Couverte.
1895 : Joseph reprend la petite fabrique de chaussure Pervillat, près de la gare ; son père vend sa charcuterie et se fait construire une villa quartier Bel-Air, complétée, plus tard, par un hippodrome.
1900 : 29 mai - 20 novembre, Joseph Fénestrier est maire de Romans.
1901 : une grande usine est édifiée boulevard Gambetta ; à proximité, Joseph Fénestrier se fait construire une nouvelle villa. L'entreprise adopte la technique « Goodyear ».
1904 : premières publicités Fénestrier dans la presse avec les marques : « Excelsior Chaussures Modernes », « Chaussures Supérieures J. Fénestrier ».
1907 : la maison Fénestrier adopte la marque « Unic ».
1913 : la production de l'usine du bd Gambetta atteint 600 paires / jour. 1916 : 24 février, Joseph Fénestrier meurt d'une courte maladie à l'âge de 42 ans, il était président de la Chambre Syndicale des Fabricants de Chaussures de Romans ; sa veuve prend la direction de l'entreprise avec les collaborateurs de son mari, Messieurs Veyret, Eugène Rey, Coureau, puis Saint-Cyr Vial.
1922 : Jean-Joseph-Emile Fénestrier, fils du fondateur, reprend la direction de l'entreprise. La villa du bd Gambetta est décoré dans le style « Art Déco » par Joulie, « deuxième Prix de Rome ».
1926 : l'entreprise Fénestrier compte 3 usines (Romans, Vinay, Saint-Marcellin) et 800 employés, elle produit 1200 paires par jour.
1930 : première collection de chaussures sport pour femmes.
1938 : la production atteint 1 300 paires par jour.
1939 - 1945 : Seconde Guerre mondiale, ralentissement de la production.
1961 : décès, en Suisse, de Jean-Joseph-Emile Fénestrier, PDG des « Chaussures UNIC » ; il laisse une fille , Mme Neyton.
1966 : Mme Neyton vend l'entreprise Fénestrier au Groupe Revillon.
1968 : l'entreprise Fénestrier regroupe toute la fabrication homme (UNIC, SIRIUS, ATHOS) rue Pierre Curie, la fabrication femme (UNIC, Roger VIVIER), bd Gambetta.
1969 : le holding Revillon cède UNIC-Fénestrier au groupe Chaussures André. Simple filiale, UNIC-Fénestrier devient la Société Romanaise de la Chaussure dont l'usine est installée rue Pierre Curie. Les bâtiments et terrains du bd Gambetta sont vendus.
1970 : janvier, mars, démolition de l'usine Fénestrier-Unic, et de la villa, bd Gambetta.
1977 : Robert Clergerie rachète au groupe André l'unité Joseph Fénestrier - UNIC.

6- L'usine Jourdan (bd Voltaire)
Edifiée à partir des années 1920 par Charles Jourdan, elle est la plus ancienne des usines de chaussures de Romans.
1883 : naissance de Charles Jourdan à Bourg-de-Péage.
1897 : il entre à l'usine de chaussures Grenier comme « arpète » (apprenti) .
1903 : il entreprend son « Tour de France » dans la cadre du Compagnonnage, et travaille ainsi dans les principales fabriques de chaussures françaises.
1913 : se marie avec Augusta Reynaud ; de leur union naîtront trois enfants : René, Charles et Roland.
1917 : parallèlement à son travail en usine chez Grenier, il démarre son propre atelier, côte Macel, puis abandonne son poste de contremaître.
1919 : l'atelier dépasse 10 ouvriers, il est déplacé à Bourg-de-Péage.
1922 : 30 ouvriers travaillent pour Charles Jourdan qui achète un terrain boulevard Voltaire, construit sa première usine et son habitation. L'entreprise prospère grâce à la chaussure « femme ».
1928 : construction d'une nouvelle tranche de bâtiments.
1928 - 1938 : une politique de marque, avec la griffe « Séducta », la distribution dans la France entière grâce aux « voyageurs en titre », une publicité nationale, apportent à l'entreprise une forte expansion (300 ouvriers, 400 paires par jour).
1939 - 1945 : difficultés pendant la guerre ; Charles Jourdan se retire de la gestion quotidienne et la confie à ses trois fils.
Années 1950 : l'entreprise acquiert une notoriété internationale et ouvre des boutiques à travers le monde.
1976 : Charles Jourdan meurt dans sa maison jouxtant l'usine.

7- La chapellerie Mossant (av Général de Gaulle à Bourg de Péage)
La plus prestigieuse de toutes les entreprises qui marquèrent la vie économique de Bourg-de-Péage fut l'entreprise Mossant, avec, pendant près d'un siècle, la fabrication du chapeau de feutre, à partir du poil de lapin.
1835 : Casimir Mossant ouvre un atelier de fabrication de chapeau de feutre à Bourg-de-Péage. Il mourra en 1902.
1860 : sur l'avenue de Barbières, début de la construction d'une vaste usine ; l'entreprise se développe grâce à la mécanisation et au chemin de fer qui permet des achats et des expéditions lointaines.

1880 : le fondateur cède l'entreprise à ses deux fils, Casimir et Charles. Ce dernier associe son gendre, Marie-Antoine dit Antonin Vallon.
1890 : Charles Mossant fait construire une belle demeure bourgeoise, « La Parisière » ; le Chapeau Mossant acquiert une renommée internationale.
1908 : décès de Charles Mossant, Vallon prend la direction de l'entreprise.
1914 - 1918 : pendant la Première Guerre Mondiale, l'usine est pratiquement arrêtée.
1929 : apogée de la marque, l'usine emploie 1200 ouvriers, la production maximale atteint 2000 chapeaux par jour dont 800 chapeaux pour les Etats-Unis.
1930 : début de la crise économique qui affecte les exportations. Incendie de l'usine et reconstruction. Ce sont les bâtiments visibles aujourd'hui. Au sommet de la tourelle qui marque l'entrée de l'usine, ont été placés deux bas-reliefs de style « Art Déco » : le premier représente deux lapins, le second deux castors. Le poil de ces animaux était la matière première utilisée pour la fabrication des chapeaux Mossant : le lapin, en provenance d'Ecosse ou de Nouvelle-Zélande, pour des produits de qualité standard ; le castor du Canada pour des articles de haut luxe.
1933 : face à la crise économique, diversification de la production en feutre (sacs, bérets, etc.).
1940 : l'usine fabrique des vêtements pour l'armée française ; des ateliers sont détruits par des obus allemands. La société Mossant ne retrouvera jamais sa prospérité.
1949 : « La Parisière » est vendue et devient une clinique.
1953 : déclin de la mode du chapeau, ouverture d'un atelier de confection de vêtements.

1957 : arrêt de la fabrication de chapeau de feutre pour homme à cause de la concurrence italienne. L'entreprise se tourne vers le vêtement de sport.
1978 : disparition définitive de la chapellerie, déclin de la confection.
1985 : liquidation de l'entreprise et fermeture de l'usine.

8- La villa Marguerite (bd Gambetta)
1897 : les tanneries Roux créées en 1803 se scindent en deux , Ulysse s'installe dans l'actuelle avenue Duchesne, Emile, dans l'actuelle avenue Bruno Larat.
1898 : Emile Roux fait construire, boulevard Gambetta, une villa qu'il baptise « Marguerite », prénom de sa fille aînée.
1906 : 20 février, mariage de Marguerite Roux dans la villa avec Raoul Lacour. Elle est habitée par la veuve Emile Roux jusqu'à son décès, en 1939, puis par madame et monsieur Lacour.
1943 - 1944 : pendant l'occupation allemande, la villa est un hôpital militaire.
1948 : 15 juillet, monsieur Lacour vend la Villa Marguerite à l'association MJC (avec l'aide du Groupe Social interprofessionnel, et de la ville) pour la Maison des Jeunes féminine.

9-La maison des statues (21 rue Jacquemart)
Cet hôtel particulier a été construit en 1874 par Adolphe Chosson (monogramme au dessus de la porte) ; en 1906, il devient la propriété de Monsieur Argod époux Vallon, négociant à Crest, futur associé de la Chapellerie Mossant, à Bourg-de-Péage. En 1886, Auguste Chabert, tanneur-corroyeur, en fait sa résidence et les frères Victor et Gabriel Blain y installent leur atelier de photographie.
10-La maison Marquet (7-9 côte des Cordeliers)
A la différence de grandes villes de Province, il n'existe pas à Romans, avant la guerre de 1914-1918, de plan d'urbanisation visant à un alignement des façades pour des raisons « esthétiques ». L'emplacement des nouvelles façades, ou leur déplacement, peuvent être liés à des problèmes de circulation, c'est notamment le cas pour la « Maison Beaucaire-Marquet » située au 7 et 9, côte des Cordeliers.
1884 : 19 juin, délibération municipale : *« la route départementale n° 6 de Montélimar à Beaurepaire, présente dans la traverse de cette ville, au droit de l'ancienne maison Beaucaire, un étranglement d'autant plus nuisible à la circulation qu'il se produit sur un point à proximité duquel débouchent plusieurs rues, et en outre à l'extrémité d'une*

courbe très raide ; qu'il résulte de cet état de chose que les voitures chargées de pièces de bois d'une certaine longueur occupent complètement la voie dont la forte déclivité sur le point dont il s'agit vient encore aggraver les difficultés résultant de son défaut de largeur ». Le conseil émet le voeu que le département fasse, à bref délai, porter à sa largeur normale cette partie de la route départementale n° 6, en mettant au reculement l'ancienne maison Beaucaire.
1885 : 7 mars, lettre de l'ingénieur des Ponts et Chaussées du département de la Drôme au maire de Romans, Régis Gignier : *« Cette maison appartient à la fabrique de l'église Saint-Barnard et est occupée par le clergé. Sa longueur de façade est de 30 m 40, et elle présente d'autre part des saillies. La largeur normale est fixée à 8 m [...]; nous devons faire remarquer que cette amélioration intéresse surtout la circulation locale, qu'avant donc de saisir le conseil général du projet, il convient d'être fixé sur le montant de la dépense à faire et tout particulièrement sur l'importance du concours qu'entend prêter la ville pour arriver à la réalisation de son voeu. En conséquence, nous sommes d'avis que la municipalité de Romans soit invitée à entamer des négociations avec la fabrique de Saint-Barnard aux fins d'arriver à évaluer le chiffre de la dépense à faire pour la mise au reculement de la maison, et finalement à faire connaître dans quelle proportion elle entend concourir à cette dépense ».*
1886 : mars, la ville achète la maison à la fabrique de Saint-Barnard, au prix de 45 000 francs (environ 140 000 euros) qui est revendue à Jean-François Marquet, chapelier.
1888 : reconstruction de la maison et de la nouvelle façade sur les plans de Cheynel, architecte-voyer de la ville. Au n° 7, la décoration se compose en particulier *« d'un cordon de billettes, d'inspiration médiévale, et crossettes autour des fenêtres ; frontons sculptés ; chenaux en fonte à la manière antique, colonne de descente d'eau en fonte cannelée, frise d'oves en plomb, monogramme P au dessus de la porte »* ; au n° 9 : *« décor de guirlandes et de chutes dans les ferronneries des balcons, guirlandes fines, peut-être martelées ; fronton brisé inspiré du XVIIe, présence de triglyphes en décoration ».*

L'habitat social

Entre les deux guerres, l'amélioration des conditions de vie du monde ouvrier est une question qui se pose à la fois aux hommes politiques, aux organisations syndicales et au patronat. A Romans et à Bourg-de-Péage, les réalisations (cité-jardins Jules Nadi, cité-jardins Mossant) répondent à des intentions différentes, mais le résultat social est identique.

11-La Cité Jules Nadi (bd Régis Gignier)
Le logement est une des grandes préoccupations sociales de la municipalité Jules Nadi (1919 - 1928) . Après les premières initiatives, un Office Public d'Habitations à Bon Marché est créé. Le maire poursuit la réalisation du premier programme d'aménagement de maisons collectives à la Presle, dans la bâtiment de la caserne.Pendant trois ans, la ville et l'Office ont parallèlement étudié un projet de construction de cité-jardins : 135 maisons de 3, 4, 5 ou 6 pièces avec jardin, un grand pavillon central des services publics, dont le coût atteint 4 500 000 francs. Ce projet, dû à M. Fournier, architecte urbaniste diplômé, de Paris, est présenté à l'examen du Conseil supérieur du Comité permanent des habitations à bon marché. Une subvention de 1 500 000 francs est accordé par le ministère ; on achète 54 000 m² de terrain dans l'ancien domaine de la Pomaresse ; de nouvelles rues sont tracés. Les premiers habitants prennent possession de leur maison en 1928. Le 28 octobre, cette grande réalisation sociale reçoit la visite de Louis Loucheur, ministre du Travail et de l'Hygiène dans le gouvernement Painlevé. Jules Nadi décède le 7 novembre ; le lendemain, le conseil municipal décide que la cité-jardins portera à l'avenir le nom du maire défunt. L'école primaire est ouverte le 28 juin 1930.

12-La Cité Mossant (av Général de Gaulleà Bourg de Péage)
Années 1920 : Antonin Vallon, directeur de la chapellerie Mossant se fait seconder par ses neveux, André et Henry Argod. Les biens de l'entreprise et de ses propriétaires, situés à Bourg-de-Péage et ses environs, sur un peu plus de 10 ha, se composent des bâtiments de l'usine, de parcs, de maisons, de terres agricoles. La direction se veut précurseur en matière sociale malgré des salaires dans la moyenne de l'époque et des choix empreints d'un paternalisme certain : en 1927, sont offerts aux employés *« une garderie d'enfants avec des nurses en blanc, des cours ménagers pour les jeunes filles, des cours de langues étrangères ; les ouvriers font du bateau sur les étangs derrière l'usine, ils disposent de courts de tennis, un chef paysagiste et des jardiniers entretiennent les maisons ouvrières ».*
Les édifices publics

13- La façade de l'Hôtel de Ville (place Jules Nadi)
L'Hôtel de Ville de Romans est installé dans son site actuel depuis 1802, sur l'emplacement d'un couvent de moines Cordeliers. La structure générale du bâtiment, avec ses deux étages et ses deux pavillons, date du milieu du XIXe et les aménagements furent nombreux. Dans les années 1910, le bâtiment est cependant dans un triste état.
1913 : 4 décembre, la municipalité Ernest Gailly décide de grands travaux *« les façades principales, d'une surface totale de 712 m² 67, seront repiquées et entièrement enduites en ciment avec ornementation autour des baies, angles et cordons [...], les frontons triangulaires des croisées du premier étage reposent sur les chambranles vraisemblablement peu saillants [...], il serait bon de surmonter ces chambranles d'une corniche dont la mouluration*

supérieure se retournerait pour former le fronton classique, comme il a été fait du reste pour les 4 croisées du même étage dans le pavillon d'extrémité et l'avant-corps central ». La guerre de 1914 - 1918, suspend ses projets.
1921 : 1er avril, projet de Raphaël Dorne, architecte de la ville, qui conserve une rassurante décoration de la fin du XIXe, avec l'emploi de frontons triangulaires et triglyphes stylisés; la dépense est estimée à 120 000 francs.
1922 : 17 juin, le maire, Jules Nadi, expose au conseil municipal que : *« certaines réparations à l'Hôtel de Ville sont devenues d'une urgence extrême ; la toiture est dans un tel état de délabrement qu'à chaque pluie le second étage est complètement inondé ; la façade tombe en ruines, les enduits se détachent et les plâtres risquent de causer des accidents ».* Le 5 juillet, le préfet autorise l'exécution immédiate des réparations.
1922 : 5 septembre, la société *« La Laborieuse » emporte l'adjudication d'une partie des travaux. Jules Nadi, fidèle à son idéal socialiste, favorise cette « coopérative de production »* créée en 1919 par 12 « sociétaires ouvriers ».
1923 : 14 mars, faillite de « La Laborieuse » et arrêt des travaux ; le 20 mars, les mêmes ouvriers fondent une association en participation « Le Travail » ayant pour objet *« l'exécution en commun des travaux de réfection des façades et réparations à l'Hôtel de Ville »* ; le 21 mars, le conseil municipal lui confie la tâche de terminer les travaux.
1923 : 4 août, la société des carrières de Villebois, dans l'Ain, expédie « balcon 2 perrons bouchardés ». Le 16 septembre : A. Roussin, fournisseurs de pierre de tailles, balustrades et sculptures à Lyon, écrit à Raphaël Dorne, au sujet de la balustrade du balcon, *« il me sera possible de vous faire ce travail au prix de 140 F le mètre linéaire, y compris la pose ; les balustres en pierre des Estaillades seront tournées conformément au profil grandeur* ».
1923 : 8 décembre, Clair, sculpteur à Bourg-les-Valence, s'engage à fournir, pour 2000 francs, *« sculpture en saillie sur le fond du tympan du fronton en pierre blanche, des armoiries de la ville, [....] sculpture de 3 consoles en pierre blanche sous le balcon comprenant une feuille décorative sur chacune des joues de consoles et culot de raccord à l'une d'elles ».*
1924 : 6 mars, *« l'état de vétusté et de délabrement des bâtiments de l'Hôtel de Ville est tel que d'autres réparations aussi indispensables que celles déjà effectuées, ont dû être envisagées [...], elles concernent des compléments de travaux à la façade, la réfection totale des portes et de l'escalier principal ».*
1924 :15 août :mémoire des travaux exécutés par la société «Le Travail» *« réfection de la couverture du pavillon Est en tuiles écaillées, 6545, 70 francs;réfection de la couverture du pavillon Ouest en tuiles écaillées, 6628, 20 F »* .

14-L'Hôtel des Postes (place du Champ-de-Mars – rue Bozambo)
1902 : mai, la poste est alors située place des Cordeliers. Le rapport médical rédigé par le Dr Bonnet est accablant : problème de salubrité, odeur insupportable des fosses d'aisance, humidité, mauvaise aération et ventilation, cubage d'air insuffisant, hauteur de plafond de 3 m 40. L'établissement des services postaux dans la salle de la Justice de Paix ne répond pas aux normes d'hygiène. Le directeur des Postes, monsieur Baume, demande au maire une autre possibilité et une prorogation du bail en attendant et des travaux d'assainissement sont projetés.
1902 : 5 novembre, courrier du directeur *« Romans pourrait mettre à notre disposition un autre local réunissant toutes les conditions requises et de nature à réaliser une installation parfaite et définitive de nos services »*. Transmis et signé par le sous-secrétaire d'Etat le 20 décembre. Les projets d'assainissement sont abandonnés. Un nouvel emplacement est recherché.
1903 : octobre, décision de construction par l'Etat, et à ses frais d'un hôtel des Postes sur un emplacement à fournir par la ville qui propose l'emplacement situé dans les bosquets, à l'angle du Champ de Mars et de la descente de la Poste, d'une superficie de 670 m², à prendre sur un jardin public et de forme triangulaire. Le dossier est suivi par Raphaël Dorne, architecte de la ville, qui dessine un édifice de 360 m².
1904 : janvier, le maire *« certifie que l'emplacement est bien situé, central et convient parfaitement au point de vue de l'intérêt général ».*
1905 : juin, juillet, le devis estimatif de R. Dorne est de 57 177 F. C'est l'État qui supporte la dépense, la contribution de la ville se réduisant à la cession gratuite du terrain.
1906 - 1908 : construction confiée après adjudication à Alphonse Blache, entrepreneur de travaux publics. « Les murs des façades sont tous en maçonnerie de moellons, pierre blanche et briques ; le soubassement de la façade extérieure est en pierre dure pour le bâtiment principal ; en moellons granitiques pour le bâtiment ; les appuis des fenêtres, toute la partie ornementale, chaînes d'angle, bandeaux, corniches, sont en pierre blanche apparente ; les parties unies sont enduites au mortier de kaolin ».
1908 : l'ancien bâtiment devient le dispensaire d'Hygiène Sociale.
1908 : 27 septembre, la nouvelle poste est inaugurée par Gaston Doumergue, ministre de l'Instruction Publique, qui inaugure aussi le Pont Neuf, l'école de Bourg-de-Péage, et pose la première pierre de l'Ecole Pratique, rue Bouvet.
1962 : la poste est agrandie.

15-Les halles Jules Nadi (rue Sabaton)

1920 : 29 février, Jules Nadi, maire de Romans depuis décembre 1919, expose au conseil municipal « que l'établissement d'une halle à Romans est indispensable et rendra de très grands services à la population ; elle permettra la tenue des marchés d'alimentation par tous les temps ; l'emplacement qui paraît le plus propice est le terrain appartenant à la Caisse d'Epargne, rue Sabaton ». Le conseil charge Raphaël Dorne, architecte-voyer de la ville, de l'établissement du projet complet.

1920 : mars, la Caisse d'Epargne cède à la ville, la parcelle de la rue Sabaton, pour la somme de 140 000 francs.

1920 : juillet, Dorne présente un projet s'élevant à 450 000 francs ; le dossier définitif est terminé en avril 1921. Le financement est couvert par un emprunt auprès du Crédit Foncier.

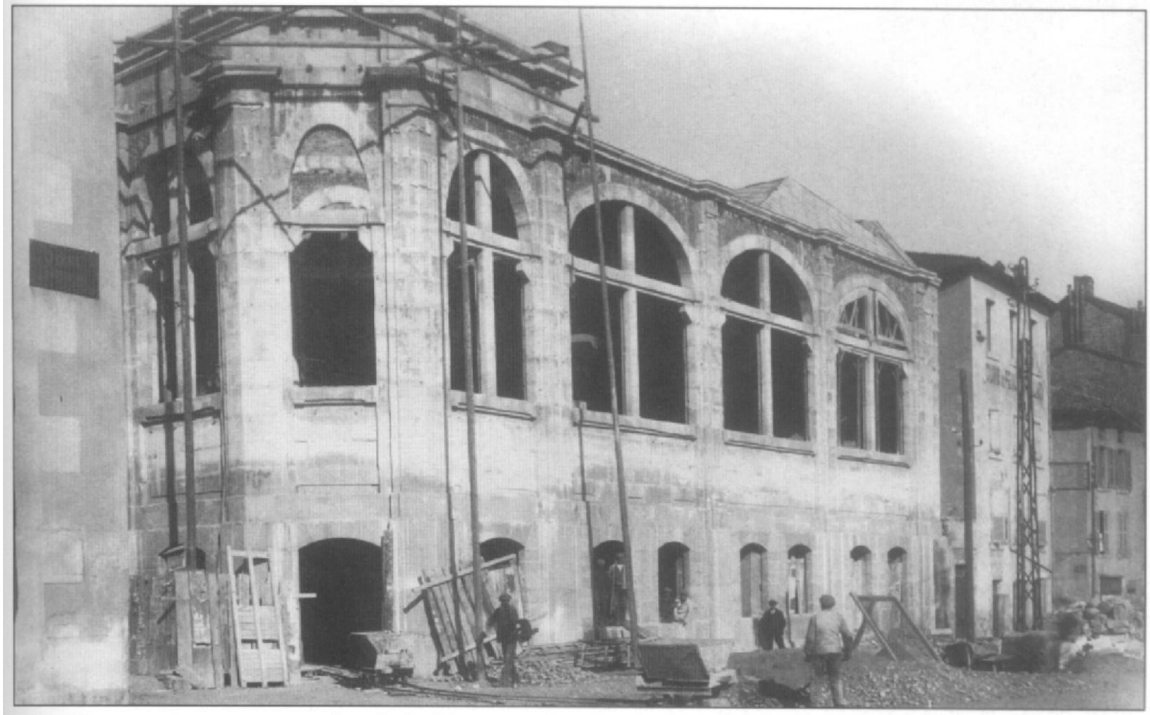
1922 : octobre, cahier des charges d'après le projet de Dorne *: « socles des pilastres et colonnes métalliques, perrons, piliers portails en pierre de taille de Ruoms [...], plinthes au dessus du soubassement, façades sud et ouest, pilastre de la porte principale, fronton, pilastres et contre pilastres, arcs entre pilastres, porte principale, consoles, corbeaux, architraves en pierre tendre des Estaillades [...], parements vus sur pierre blanche, tympans en briques polies, corniche en ciment moulé, armé, formant gouttière, ardoises en fibro-ciment ».*

1922 : 18 décembre, adjudication au rabais. « Pleynet, entrepreneur en bâtiments à Bourg-de-Péage » est retenu pour les travaux de construction ; « Barbier, entrepreneur de serrurerie et constructions métalliques de Grenoble » pour la couverture et charpentes métalliques.

1923 - 1924 : construction.

1925 : 1er janvier, inauguration de la halle. L'hebdomadaire romanais, « Le Bonhomme Jacquemart » qui a fait campagne contre, doit reconnaître que la nouvelle halle *« a belle allure, elle transforme le quartier Sabaton, elle a grand air ».*

1925 : 1er mars, ouverture de la Halle, l'arrêté municipal précise : « *les commerçants se livrant à la vente des viandes, de poissons, de produits maraîchers, ne pourront exercer ce commerce que dans l'enceinte de la halle [...], la halle sera ouverte les jours de marché de 7 h à 14 h, les vendredis, jusqu'à 16 h, les samedis jusqu'à 18 h, les dimanches et jours de fêtes légales, elle sera fermée à midi [...], l'entrée de la halle est interdite à tous marchands ambulants, musiciens, saltimbanques [...], il est défendu aux détaillants d'annoncer, par des cris, la nature, la valeur des marchandises, d 'aller au devant des passants, ou de les tirer par leurs vêtements [...], il est défendu de laisser séjourner sur le sol, des marchandises avariées, débris de viandes, de vidanges de volailles, poissons ; les places et étals devront être tenus constamment dans le plus grand état de propreté et spécialement les bouchers, charcutiers, poissonniers devront laver leur matériel chaque jour [...]* ».



Dans le centre ancien, au bord de l'Isère, Jules Nadi fait édifier des halles ouvertes en 1925. Leur architecture reflète un classicisme rassurant. Elles sont aménagées dans un souci d'hygiène pour abriter les étalages de produits alimentaires et pour mieux utiliser l'espace. Elles seront détruites en 1973 et remplacées par l'ensemble commercial FANAL.

Les halles ,"*Romans/Isère - Mémoire en images",* p 91.

LES BANQUES

16-La banque de France (place Jules Nadi)
L'installation d'une succursale de la Banque de France à Romans est une des conséquences du grand développement industriel de la chaussure et de l'enrichissement de la ville et de ses habitants, au début de la IIIe République.
1883 : 1er septembre, la Banque de France ouvre une succursale, côte des Cordeliers, dans les locaux du bureau d'encaissement de « Messieurs Nugues et Combes ».
1900 : le 28 janvier, « le conseil municipal, à l'unanimité, autorise Monsieur le Maire à délivrer à la Banque de France, une autorisation de voirie nécessaire pour construire, en toute sécurité, en façade sur la place des Allées, avec stipulation qu'il sera joint à cette autorisation une expédition de la présente délibération, et qu'il reste bien entendu que le seuil des portes du rez-de-chaussée sera à peu près au niveau de la place de l'Hôtel de Ville en prévision du nivellement de la place des Allées, avec celui de la place de l'Hôtel de Ville ».
1901 : construction du bâtiment sur les plans des architectes Raphaël Dorne et Defasse. La façade ne comporte que trois baies, l'ornementation avec corbeaux s'inspire de celle du Cercle Militaire, achevé en 1898. La décoration architecturale et non ornementale, légère, stylisée comme les palmettes, mais les lignes horizontales et verticales restent bien marquées. Une frise est sculptée en décor vermiculé. La décoration est aussi d'inspiration médiévale : petites ouvertures, fenêtres surmontées par des arcs en anse de panier.
1927 : agrandissement du bâtiment, deux baies sont ajoutées : le style initial est conservé dans la nouvelle façade qui ne sera pas modifiée depuis.

17-La Caisse d'Epargne (27 côte des Cordeliers)
1888 : Antoine Gailly, « fabricant de chaussures » fait édifier une usine à l'angle de la côte des Cordeliers et de la place Jacquemart. C'est l'actuel rez-de-chaussée de la Caisse d'Epargne. 1906 : Alfred Gailly, fils d'Antoine, vend le bâtiment à M.Verdelle, de Valence. S'ouvre un magasin d'ameublement ou bazar Buis et Genin et les « Nouvelles Galeries, Magasins Modernes » 1929 : 29 mai, installation de la Banque de la Vallée du Rhône. Le rez-de-chaussée est modifié dans une architecture très classique avec « colonnes cannelées, frise d'oves stylisée, lignes horizontales et verticales bien marquées ». Des étages sont construits et s'inspire de « l'Art Déco » avec une ornementation simplifiée et une décoration utilisant des « briques vernissées ». 1935 : 28 février, la Banque de la Vallée du Rhône cède l'immeuble à la Caisse d'Epargne de Romans et de Bourg-de-Péage qui fait placer, sur la façade, une mosaïque représentant les armoiries des deux villes.

LES EDIFICES RELIGIEUX

18 – La chapelle du quartier des Balmes

Le quartier des Balmes situé à l'ouest de la commune de Romans, entre le Béal Rochas et les collines, a toujours été un terroir fertile que les Romains avaient déjà mis en valeur voici deux mille ans. Aujourd'hui, il a conservé sa vocation agricole, et, dans un cadre encore rural, témoigne d'une qualité de vie, empreinte d'une certaine nostalgie, que l'on retrouve nulle part ailleurs à Romans. Le fort sentiment de communauté qui réunit les habitants est matérialisé par une chapelle dont l'histoire, malgré sa brièveté, sort de l'ordinaire.

1913 : Joseph Elie Cotte vend à Clément-Marius Bayard, prêtre à Valence, une petite parcelle en bordure « du chemin de Saint-Pierre au Châlon », pour la somme de 400 francs-or. Monsieur Grégoire achète aux ateliers Thomas, de Valence, un vitrail représentant St Victor.

Entre 1916 et 1918, à la fin de la Première Guerre Mondiale, construction de la chapelle. Le vitrail St Victor est placé au centre du chevet.

1926 : dimanche 14 février, Fête des Laboureurs. « A 10 h, M. le curé bénira la nouvelle église. Cette bénédiction sera suivie de la Grand'Messe chantée comme l'an dernier par la chorale du Patronage Saint-Hippolyte ». Le bulletin paroissial de Saint-Barnard dans son compte rendu souligne que « l'église était trop petite pour contenir la foule accourue des Balmes [...] ».

Années 1920 - 1930 : des offices religieux sont célébrés en diverses occasions notamment lors des fêtes de laboureurs.

1941 : une loi du Régime de Vichy contraint le Père Bayard à céder la chapelle à l'association diocésaine de Valence. 1942 - 1944 : épopée du « Cavalier Blanc », Frère Marie-Bernard, qui parcourait la région, revêtu d'une aube blanche. « Il était venu garder la France en attendant qu'elle soit délivrée des occupants nazis », murmurait-on. Autour de ce personnage gravitait une communauté de mystiques dont un prêtre hollandais réfugié, le père Lodsqui, qui réalisa, en 1943, dans la chapelle des Balmes, une fresque représentant le Cavalier Blanc traversant le Pont Vieux de Romans. 1944 : avril, la Milice arrête le Cavalier Blanc et ses acolytes pendant une procession ; la communauté se disperse.

19-L'église N.-D. de Lourdes (place Jean Jaurès)

A la fin du XIXè siècle, Romans, ville ouvrière, se développe rapidement et l'évêché achète un terrain en bordure de la place d'Armes sur laquelle est construite une chapelle.

1914 : la Première Guerre Mondiale et le manque de financements ne permet pas le projet d'une nouvelle église.

1937 : le chanoine Pierre Prud'homme, curé de Saint-Nicolas, relance le projet, soutenu par Monseigneur Pic, évêque de Valence. Les fonds sont obtenus par dons et souscriptions. Le 15 août, est posée la première pierre, bénie par Mgr Pic ; elle est consacrée à la « Très Sainte Vierge Marie ». Les plans sont de l'architecte Béranger qui s'inspire du style « gothique moderne », utilisant le béton armé, créé par Dom Bellot.

1938 : les derniers fonds sont collectés par le chanoine Prud'homme. Statues, fresques, décoration intérieure, chemin de croix, sont réalisés par des maîtres artisans. La statue de la Vierge, haute de 7 mètres domine la place. Le 3 juillet, dix cloches fondues par la société Paccard, d'Annecy, sonnent l'arrivée du premier curé : le chanoine Prud'homme. 15 août : bénédiction de l'église.

1940 : la guerre. En mai, l'armée allemande envahit le nord de la France. Le 19 mai, à Romans, la nouvelle église est consacrée et placée sous la protection de la Vierge. 1941 : le 2 février, bénédiction d'une nouvelle cloche « Marie France » qui « chantera la pérennité de la France ». Les vitraux, financés par souscription de plusieurs familles romanaises, sont mis en place.

1982 : un incendie se déclare. Les fresques abîmées sont refaites.

1987 : la chapelle primitive qui bordait l'avenue Victor Hugo est détruite.

1988 : 50è anniversaire de l'église. La façade est repeinte, mais le carillon, en sommeil depuis 25 ans, reste inutilisé, faute de crédits.

L'INSTRUCTION

20-L'école pratique de Commerce et d'Industrie (rue Bouvet)

1820 : 28 septembre, naissance à Romans, rue de l'Armillerie, d'Auguste Bouvet. Après des études au collège de Romans, il est admis à l'école des Arts et Métiers de Paris, puis il entre au service des Ponts et Chaussées de Lyon. Associé à un agent de change, fortune faite, il se retire des affaires, ce qui lui permet de se consacrer au développement de l'instruction populaire comme administrateur de l'école de la Martinière de Lyon, et de la société d'enseignement du Rhône jusqu'en 1890.

1890 : Revenu à Romans, Bouvet veut créer une école différente de ce qui existe à l'époque (collège du bd Gambetta, cours privés de la Visitation, des Maristes et de Saint-Maurice) et souhaite une école pour des enfants qui désirent faire carrière dans l'industrie et le commerce.

1894 : 5 octobre, sous son influence, est créée une première « Ecole Pratique de Commerce et d'Industrie » dans les locaux d'un immeuble du cours Bonnevaux (actuel cours Pierre Didier).

1896 : les locaux s'avérant trop exigus, il ouvre une souscription et fait aménager salles et ateliers dans une aile inoccupée du collège de Romans, où il essaie de faire appliquer les programmes enseignés à la Martinière, peu adaptés cependant aux besoins de l'industrie de Romans.
1898 : n'ayant pas de descendance directe, Auguste Bouvet lègue à la ville des fonds importants afin de construire une nouvelle école, les locaux du collège étant à leur tour devenus trop exigus.
1902 : 15 février, Auguste Bouvet meurt à Lyon avant l'achèvement de son oeuvre.
1911 : avril, l'Ecole Pratique de Commerce et d'Industrie ouvre ses portes.
1926 : l'établissement n'étant plus capable d'accueillir tous les élèves, la municipalité Nadi achète l'usine de chaussures « L'Essor », pour y installer sa section cordonnerie.
1950 : par manque de place, les cours de couture sont dispensés dans des locaux de la rue Guibert et d'autres à la caserne Servan. De nouveaux et vastes locaux sont nécessaires, aussi la municipalité Deval fait l'acquisition, quartier Mât-Bati, d'un terrain où sera ouvert un lycée technique.
1961 : octobre, ouverture du nouveau lycée technique (actuel « lycée du Dauphiné »). Les locaux de l'Ecole Pratique sont conservés et utilisés, d'abord comme école communale, puis s'ouvre un collège d'Enseignement Technique et enfin un lycée d'Enseignement Professionnel, toujours sous le nom d'Auguste Bouvet. Aux anciens bâtiments est alors ajoutée une aile prise sur le terrain de sport et qui reçoit des ateliers. La ville de Romans, reconnaissante, a donné le nom d'Auguste Bouvet, tant aux bâtiments de l'école Pratique, qu'à la rue qui le dessert, et a fait établir au cimetière, un monument funéraire.

21-Le lycée Albert Triboulet (bd Gambetta)
1390 : premier collège installé dans le quartier Saint-Nicolas, qui se transporte au XVe dans des bâtiments du quartier de la Presle.
vers 1788 : pétition de 54 Romanais adressée au conseil communal, dans le but d'avoir un collège qui serait établi dans les bâtiments du couvent des Cordeliers.
1806 : le collège est installé dans l'ancien couvent des Minimes de Bourg-de-Péage.
1833 : Paul-Emile Giraud, maire de Romans, installe le collège dans les bâtiments de la mairie. Il subsiste toujours le portail d'entrée, à gauche de la façade principale.
1883 : fondation du Collège Universitaire de Romans dans son emplacement actuel.
1887 : construction du nouvel établissement (emprunt de 535 000 francs).
1889 : inauguration du collège à son emplacement actuel, il reçoit 120 élèves, tous garçons.
1906 - 1911 : le collège abrite l'Ecole Pratique de Commerce et d'Industrie.
1914 - 1918 : le collège est transformé en « Hôpital complémentaire n° 6 ».
1944 : 28-29 août, lors de la Libération de Romans, le collège est incendié par les Allemands. Les classes primaires sont alors dispersées dans la ville. Les cours du secondaire sont dispensés dans les locaux de l'ancien couvent de la Visitation, où est installé l'internat des filles. L'internat des garçons étant pour sa part logé au collège moderne de Bourg-de-Péage.
1953 : début de la reconstruction du collège « Classique mixte et Moderne » sur son emplacement de l'avenue Gambetta d'après les plans de l'architecte André Mathieu et de ses collaborateurs René Sorrel et André Pupat.
1955 : à la rentrée, toutes les classes, y compris les primaires, intègrent les nouveaux bâtiments mais l'internat des filles est toujours rue Sainte Marie, celui des garçons reste à Bourg-de-Péage.
1956 : 29 juin, délibération municipale pour donner le nom d'Albert Triboulet au collège et celui de Pierre Sagaspe à l'atrium. 30 juin, inauguration de l'externat par Maurice Pic, secrétaire d'état à l'Intérieur.
1957 : 1er octobre, nationalisation du collège qui devient « Collège National Classique et Moderne Garçons », l'internat filles restant rue Sainte Marie.
1958 : 21 octobre, le collège classique portera officiellement le nom d'Albert Triboulet. Publication au B.O. n° 41 du 13 novembre et au J.O. des 1er et 5 novembre.
1959 : 7 juin, cérémonie célébrant la dénomination du collège Albert Triboulet. 15 juillet, suppression du collège moderne de jeunes filles regroupé au premier cycle du collège Albert Triboulet.
1962 : ouverture du terrain de sport.
1966 : installation des cuisines.
1968 : 16 décembre, le lycée classique et moderne mixte Albert Triboulet devient lycée d'Etat.

Biographie : Albert Triboulet, professeur et résistant

Après la Seconde Guerre mondiale, l'établissement reconstruit le long du boulevard Gambetta fut baptisé, en 1959, " Albert Triboulet ", professeur au collège à partir de 1933. Dès 1941, il participe à un réseau clandestin de résistance. A partir de 1943, il enseigne l'italien au jeunes enfants juifs accueillis dans le château de Peyrins.

Quelques jours après la Libération de notre ville, "Le Patriote romanais - péageois " l'hebdomadaire du " Front National ", organe de la résistance proche des communistes, présentait dans son édition du 8 septembre 1944, le premier texte biographique de Triboulet, fusillé un mois plus tôt par les nazis. Ce document reflète cependant moins la personnalité de Triboulet que la vision héroïque que les Résistants avaient d'eux-mêmes et de leurs camarades morts dans un combat manichéens : le titre est en effet " Le martyrologe de la résistance romanaise".

"Parmi les héros qui sont tombés pour leur pays, Albert Triboulet est certes l'un des plus purs, des plus désintéressés. Romanais d'adoption c'était un montagnard de Briançon - il était professeur de latin de notre ville, ce collège que les barbares à croix gammée ont livré aux flammes (...). Albert Triboulet également maître d'éducation générale, unissant ainsi les activités sportives à celles de l'esprit. Depuis longtemps, depuis le début, il était dans la résistance : en a-t-il fait filer des gars au maquis ! En a-t-il fourni des fausses cartes d'identité. Ce travail patriotique revêt parfois des formes bizarres ! En a-t-il accueilli chez lui *des traqués, des juifs en particulier ! …Vingt fois il a exposé sa vie.*
Bras droit de son collègue Blanchard, il a recruté, il a animé la compagnie et péageoise des francs-tireurs du Vercors à la tête de laquelle il est parti le 9 juin. Là-haut, il était très populaire, le lieutenant Marc (son nom de guerre) ! Il était le conseiller de son capitaine AbeL Il était ce que dans les armées populaires, on appelle le commissaire-politique. Rôle très difficile où il faut du doigté, de la diplomatie, de l'autorité aussi. Ces qualités, il les avait au plus haut point en même temps qu'un bel idéalisme, une belle confiance - dirais-je un peu naïve même - dans la nature humaine.
Il avait au début de juillet accompli une dangereuse mission, une liaison pour la commission américaine dans la région des Alpes, dans ces montagnes qu'il aimait tant. Son corps saignait d'avance - pressentiment - de voir ce magnifique Vercors souillé par les soudards d'Hitler. Vint le siège de la forteresse.
Fin juillet, en essayant de franchir un barrage ennemi à Saint-Just-de-Claix, il tomba dans la gueule du loup. Le 1 er août, dans le soir qui tombait, avec neuf autres maquisards, il était fusille, les mains attachées au dos, devant une fosse creusée par des jeunes, l'après-midi, dans le parc du château à St-Nazaire-en-Royans
Il est mort, en Français, comme ses autres camarades Tous les volontaires du Vercors tous ceux qui l'ont approché, tous ceux qui ont vécu de très près avec lui n'oublieront pas la belle figure de ce héros fauché à 43 ans. Et le premier travail du conseil municipal de Romans sera d'honorer sa mémoire en donnant son nom à une rue de la ville qu'il aimait tant et pour laquelle il est mort héroïquement ".

Albert Triboulet reçoit à titre posthume la Légion d'Honneur et la Croix de Guerre accompagnées d'une citation ; *" Le lieutenant Triboulet a incarné l'esprit de résistance à Romans depuis 1942. Officier adjoint au commandant de la compagnie chargée par la mission interallié d'une mission délicate dans le Briançonnais, s'acquitta de cette tâche brillamment. Tombé à l'ennemi le 29 juillet 1944 ".*

LES MONUMENTS COMMEMORATIFS

22-Le monument Auguste Bouvet (cimetière)
Auguste Bouvet est né à Romans en 1820. Après une brillante carrière qui lui permet de faire fortune, au moment de sa retraite, il souhaite offrir une école pour les petits Romanais qui se destinent à faire carrière dans l'industrie et le commerce. Sous son influence, une école Pratique de Commerce et d'Industrie est officiellement créée le 6 octobre 1894 dans des bâtiments existants. Par testament, daté du 18 février 1801, il lègue à la ville de Romans, pour en faire bénéficier cette école, la majeure partie de sa fortune (plus de 200 000 francs-or !). Auguste Bouvet décède à Lyon le 15 février 1902, il est inhumé à Romans.
1902 : premier mars, par délibération, le conseil municipal décide d'élever dans le cimetière un mausolée à Auguste Bouvet et de donner son nom à une rue. Raphaël Dorne, architecte de la ville dessine le projet.
1903 : 4 avril : Auguste Chabre Biny, sculpteur à Valence, adresse une lettre au maire, Paul Roux . Il *« s'engage à fournir un monument conformément aux dessins fournis par Monsieur Dorne, architecte de la ville, en tenant compte des modifications apportées par l'auteur, sur la demande du conseil de perfectionnement de l'Ecole Pratique. Le monument sera en pierre de carrières de l'Echaillon premier choix, traitée avec toute la perfection possible, sans joint vertical apparent pour la pyramide et le socle. La plinthe moulurée sera en pierre de Ruoms ou de Chomérac finement bouchardée, le buste sera en bronze. Le tout taillé, bouchardé avec ciselures polies et parties sculptées. Sont également comprises les fondations qui formeront caveau pour un seuil cercueil. Le tout sera fourni, livré et mis en place pour que l'inauguration puisse avoir lieu le 30 août prochain ».* Le prix est fixé à 5850 francs.

23-Le monument Jules Nadi (bd Gambetta)
Jules Nadi fut maire socialiste de Romans de 1919, jusqu'à sa mort en 1928, il a marqué son époque par son action dans le domaine social. C'est pendant son mandat que sont créés : la « consultation des nourrissons » et la « Goutte de Lait » (distribution de lait contrôlé aux mères) pour lutter contre la forte mortalité des nouveau-nés ; les « Visiteuses de l'Enfance », service d'infirmières à domicile ; le dispensaire d'Hygiène sociale pour combattre la tuberculose ; l'Office Public d'Habitations à Bon Marché ; la cité-jardins (aujourd'hui, cité Nadi). Nadi fit également édifier, sur les bords de l'Isère, d'élégantes halles, détruites en 1973. En parallèle à son mandat de maire de Romans, Nadi fut conseiller général et député de la Drôme. C'est à ce titre, qu'il meurt à Paris, le 7 novembre 1928. Son corps est ramené à Romans. Le 12 novembre, ce sont ses obsèques. Le conseil municipal décide également que la place de l'Hôtel de Ville portera le nom de place « Jules Nadi ».
En sa mémoire, un comité, présidé par Marius Moutet, futur ministre, fait édifier, boulevard Gambetta, un monument dont la réalisation est confiée à l'architecte-statuaire, Gaston Dintrat. L'inauguration a lieu le 9 avril 1933, sous la présidence de Fernand Bouisson, président de la Chambre des Députés. Les deux faces du socle triangulaire portent des bas-relief intitulés « Travail » et « Maternité », qui rappellent les orientations politiques de Jules Nadi et son action auprès des mères de famille. Le buste de Nadi était alors en bronze, il fut fondu pendant la

Seconde Guerre mondiale et remplacé, en 1945, par « un buste en pierre statuaire de premier choix » réalisé par Gaston Dintrat, pour la somme de 30 000 F. Le conseil municipal décide que « la section socialiste sera chargée d'organiser la manifestation de l'inauguration ».

24-Le monument aux Morts (place du Champ-de-Mars)

1919, 25 avril : intervention de monsieur Repellin auprès du Conseil Municipal *« au lendemain de la victoire, toutes les villes se préoccupent de rendre un hommage solennel à tous leurs enfants tombés sur le champ de bataille pour la défense du territoire et notre indépendance nationale [...], la ville de Romans ne saurait rester en arrière [...]. Vous savez combien longue est la liste des Romanais morts pour la Patrie. C'est un devoir sacré pour nous d'honorer leur mémoire [...]. Je vous propose donc, Messieurs, l'érection d'un monument destiné à perpétuer leur glorieux souvenir ».*

1919 : 23 août, création d'un « Comité pour un monument à la mémoire des Enfants de Romans morts pour la Patrie », dont le président est le colonel Roux qui ouvre des listes de souscripteurs. Le sculpteur, Gaston Dintrat, propose ses services, la ville promet la somme de 20 000 F

1919 : décembre, le maire conservateur Ernest Gailly est battu par le socialiste Jules Nadi.

1920 : 19 janvier, le montant des souscriptions versées se montent à 30 000 francs. La nouvelle municipalité *« pense qu'avant de s'engager dans des dépenses somptuaires pour les morts, il faudrait d'abord songer aux vivants ; on doit envisager un moyen moins grandiose qui consisterait en l'achat d'une plaque de marbre [...] sur laquelle seraient gravés les noms des enfants de Romans morts pour la Patrie [...] ; le surplus sera accordé en secours aux enfants des victimes de guerre »*. La ville invite le comité à apporter les 30000 francs en aide aux enfants, s'il est d'un avis contraire, il peut reprendre cette somme pour poursuivre la construction du monument aux morts.

1920 : 10 février, le comité *« considérant que les sommes recueillies, l'ayant été dans un but bien défini (l'érection d'un monument sur l'une des places publiques de Romans) ; que des villes de France élevaient ou allaient élever un monument à leurs glorieux morts et que Romans seule ferait exception ; décide qu'il ne peut se rallier aux propositions du conseil municipal et poursuivra par tous les moyens l'oeuvre commencée ».*

1924 : mars, présentation de la plaque, dans l'escalier de l'Hôtel de Ville.

1928 : 7 novembre, décès du maire, Jules Nadi ; lui succède Ernest Bonnardel, également socialiste.

1930 : 6 octobre, lettre du préfet au colonel Roux, « le comité semble avoir cessé toute activité, les comptabilités produites n'enregistrent, depuis le deuxième trimestre 1927 aucune dépense utile ; l'oeuvre, depuis cette date, paraît se borner à capitaliser les fonds dont elle dispose sans qu'aucune dépense soit faite en vue de l'érection du monument aux Morts ; le comité devrait être appelé à poursuivre la réalisation du but qu'il s'était imposé ou à demander sa dissolution ».

1931 : 28 novembre, le « radical », René Barlatier, devient maire de Romans.

1932 : 5 novembre, lettre du colonel Roux, à René Barlatier pour demander un emplacement sur le Champ-de-Mars et des travaux préparatoires. Le maire répond favorablement alors que la préfecture se fait pressente.

1933 : 4 avril, le conseil municipal accorde l'emplacement.

1934 : 10 juin, inauguration du monument en présence du maire et de nombreux officiels*, « le maire compte sur la bonne volonté de tous pour que les cérémonies aient lieu dans le plus grand calme et la plus grande dignité ».*

25-le monument des Etats du Dauphiné (place Carnot)

Notre cité accueillit, entre le 1er décembre 1788 et le 16 janvier 1789, les « Etats du Dauphiné » , cette assemblée qui nomma les députés du Dauphiné aux Etats Généraux, les principes politiques qu'elle édicta annoncèrent les grandes orientations de la Révolution Française. Un siècle plus tard les Romanais commémorent ce grand événement.

1887 : nomination d'un comité de 30 membres chargé d'étudier un projet de monument commémoratif, ouverture d'un concours et de listes de souscription : le projet de M. Basset, architecte est retenu.

1888 : juin, le Conseil Municipal choisit la place de la Gare comme emplacement du monument, après avoir hésité un instant en faveur de la place de l'Hôtel de Ville.

1888 : 22 juillet, pose de la première pierre par le président de la République, Sadi Carnot.

1889 : 20 octobre, inauguration. Le monument se compose d'un piédestal soutenant une statue en bronze de la ville de Romans : dans sa main droite la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, dans sa main gauche, un écu aux armes de Romans. De chaque côté du socle, deux statuettes d'enfants également en bronze symbolisant la Liberté et l'Egalité. Sur la face antérieure, un tableau en relief coupé par une palme porte l'inscription suivante : «R.F. - Centenaire 1788 ». La face postérieure est ornée d'un médaillon en bronze portant le profil de De Delay d'Agier, maire de Romans en 1788 et une plaque en marbre porte les célèbres vers d'André Chénier : " Terre, terre chérie que la Liberté sainte appelle sa Patrie. Père du Grand Sénat, ô Sénat de Romans qui de la liberté jeta les fondements, Romans, berceau des lois ..... ".

1942 : le Régime de Vichy récupère, comme dans toute la France, le bronze des statues, mais le médaillon de De Delay d'Agier est sauvé et mis à l'abri, le piédestal est démoli.

1945 : dès la Libération, il paraît nécessaire de restaurer les valeurs républicaines ; sur le piédestal une nouvelle plaque rappelle cet idéal : *" Le 14 juillet 1945. Par l'apposition de cette plaque Romans a voulu effacer la honte de Vichy, célébrer la République retrouvée et renouer la tradition des Etats Généraux en perpétuant ceux de la Renaissance française*". Le conseil municipal décide de remplacer les statues volées. Gaston Dintrat propose un projet qui sera retenu : *« Le monument se composera de 3 statues allégoriques. En couronnement sur le socle*

s'élèvera une France en marche vers son idéal, image de la Résistance et de la Libération, jeune, altière, énergique et puissante. Elle tiendra d'une main un rameau d'olivier, symbole de la Paix, à son côté, une corne d'abondance remplie des produits de la Terre (blé, fruits, etc. ...) symbolisera la prospérité du sol par le Travail et l'effort de la Nation dans la Renaissance. Cette statue aura une hauteur de 2 m 10. Sur chacune des faces latérales s'érigera : d'un côté un moissonneur, symbole du travail de la Terre, de l'autre un forgeron, symbole de la Renaissance de l'atelier et de l'artisanat. Ces deux statues allégoriques auront une hauteur de 1 m 90 ».
1981 : 8 mai, le médaillon De Delay d'Agier qui se trouvait à la Bibliothèque Municipale, est replacé sur le socle.

Terre, terre chérie

..... Terre, terre chérie

Que la liberté sainte appelle sa patrie ;
Père du grand sénat, ô sénat de Romans,
Qui de la liberté jetas les fondements ;
Romans, berceau des lois, vous, Grenoble et Valence,
Vienne, toutes enfin, monts sacrés d'où la France
Vit naître le soleil avec la liberté !
Un jour le voyageur par le Rhône emporté,
Arrêtant l'aviron dans la main de son guide,
En silence et debout sur sa barque rapide,
Fixant vers l'orient un œil religieux,
Contemplera longtemps ces sommets glorieux ;
Car son vieux père, ému de transports magnanimes,
Lui dira : " Vois, mon fils, vois ces augustes cimes. "

Au bord du Rhône, le 7 juillet 1790
André CHÉNIER (1762-1794) (Recueil : Hymnes et Odes)

CHENIER ANDRE (Constantinople, 1762 ; Paris, 1794)
Un bref passage sur la terre des hommes et une fin tragique ; la carrière de poète qu'il n'a pas eue ; sa présence, sa poésie perpétuées parmi nous : telles sont, aux yeux de l'histoire, les trois vies d'André Chénier. La première dure à peine trente-deux ans et se termine sur l'échafaud le 7 thermidor an II (25 juillet 1794). La deuxième nous mène jusqu'à la Restauration. La troisième commence en 1819 avec l'édition Latouche. De son vivant, Chénier ne

publie rien avant 1790. S'il meurt inconnu, c'est par sa faute ; Roucher, son compagnon de charrette, avait du moins fait paraître *Les Mois* . Il laisse une liasse hétéroclite de papiers heureusement préservés de la destruction, et ces ruines font supposer le monument qu'il rêvait de bâtir. Puis, le romantisme le hisse sur les autels : dès lors, sa fortune est faite. La littérature française compte avec orgueil dans ses rangs le génie inattendu qui a ressuscité, trente ans avant Lamartine, la poésie moribonde. Quand on parle d'André Chénier, il faut avoir présente à l'esprit cette double disproportion entre l'intention et le résultat, entre la matière brute d'une œuvre et sa destinée posthume.

Du berceau à la guillotine

Des travaux remarquables ont permis de bien connaître le détail de cette courte vie. Né à Constantinople, André Chénier tenait de sa mère, qui était issue d'une famille latine d'Orient, une âme grecque. À trois ans, ses parents l'amènent en France. Études solides au collège de Navarre, où, roturier pauvre, il côtoie les héritiers riches et titrés ; il y noue de nobles amitiés (voir les *Épîtres*). À partir de dix-huit ans, dure recherche d'un emploi et, pour occuper le temps, alternance des travaux et des dissipations. Des amours faciles (*Lycoris*), une liaison orageuse avec une créole de mince vertu (*Camille* -D'*A za* n). Un bref séjour dans l'armée à Strasbourg ; un voyage en Suisse avec les frères Trudaine, peut-être un autre en Italie. À vingt-cinq ans, il se résigne à prendre une place d'humble secrétaire dans la diplomatie et séjourne à Londres jusqu'en 1790. La Révolution lui donne une raison d'exister ; il regagne la France pour agir. Journaliste, son ardeur le perdra. « Modéré violent » (R. Brasillach), il part en guerre contre la tyrannie jacobine et se fait des ennemis mortels. La journée du 10 août le jette dans la clandestinité. Il séjourne notamment dans la banlieue de Versailles, où il entretient une amitié amoureuse avec Fanny Le Coulteux. Le 7 mars 1794, il tombe dans une souricière. Les *Iambes* étaient déjà entamés. Pourtant, c'est un « prosateur stérile » que ses tueurs envoient à l'échafaud quatre mois plus tard.

Imitation et invention

À vingt ans, Chénier sait ce qu'il ne veut pas être : un Dorat. Il sait moins bien ce qu'il sera : impulsif, velléitaire, il cède à la dispersion et à la procrastination (voir l'*Épître* sur ses ouvrages). Il commence à écrire en plein âge d'or de la poésie *descriptive* : si la terminologie est discutée, l'idéal, lui, ne fait plus question. La poésie peut et doit égaler la philosophie, il y a vingt ans qu'on le dit. La véritable imitation n'exclut pas un effort constant d'invention : l'épopée moderne sera. Cette épopée qu'il rêve, fusion de Virgile et de Newton, dans quelle mesure n'est-elle pas déjà écrite ? *Les Mois* de Roucher paraissent en 1780 et le *Christophe Colomb* de Lesuire en 1781 : 12 chants d'un côté, 26 de l'autre, double point de comparaison très honorable pour « évoquer » l'*Hermès* et l'*Amérique* , *Iliade* et *Odyssée* de l'esprit lancé dans l'aventure de la connaissance. Quant à la poétique impliquée par le genre descriptif, elle est très correctement mise en place dans le poème des *Styles* de Cournand (1780).

Dans le mouvement poétique issu des Lumières, Chénier n'est pas l'initiateur, mais un relayeur plus doué que les autres, un représentant de la troisième vague. La première, celle de Saint-Lambert et de Marmontel, produisait déjà à l'heure de la naissance de Chénier (1760-1770). La deuxième, celle de Lemierre et de Roucher, a donné son maximum en 1780. Il arrive au moment de la relance nécessaire : le programme développé dans *L'Invention* se justifie par une retombée de l'effort créateur depuis 1782, date des *Jardins* de Delille, et par la recrudescence d'un exercice artificiel et scolaire, l'imitation poétique. « Invente, ose, travaille » : exhortation à soi-même d'un jeune poète dont le labeur piétine ; à peine 500 vers rédigés en douze ans. Le drame de Chénier (comme de Fontanes) ne fut-il pas celui qu'exprime La Bruyère : « Tout est dit et l'on vient trop tard », le drame d'une invention qui n'a plus rien à inventer et qui tourne sur elle-même, vacante, inemployée ? Tous ses projets sont également et sans exception ceux de sa génération. Des *Épîtres* , dans ce siècle métromane, qui n'en a pas écrit ? Ses *Élégies* auraient pris place à côté de celles de Lebrun, Parny et Bertin qu'elles ne surpassent point. Ses *Bucoliques* , exercice savant d'adaptation de l'antique et de musique verbale, entre les *Idylles* de Léonard et les romances de Millevoye. Son poème biblique *Suzanne* , entre *Ruth* ou *Tobie* de Florian et *L'Enfant prodigue* de Campenon. Son *Art d'aimer* eût-il été autre chose qu'une doublure de celui de Gentil Bernard (1775) ? Il semblait doué pour la satire (*La République des lettres*) : sur ce terrain, Gilbert l'avait précédé et son frère Marie-Joseph le suppléera, tous deux avec talent, sachant y mettre la hargne nécessaire. Sous la Révolution, comme tout le monde, il sacrifie au grand lyrisme : l'ode, l'hymne, le dithyrambe sont à l'ordre du jour. Les *Iambes* , singulier chant du cygne, le montrent enfin seul de son espèce, bouleversant.

Chénier, s'il avait survécu, aurait-il achevé son œuvre ? Il est le grand absent de la période de 1800-1815 : la disgrâce distinguée dont souffrent alors les Muses l'aurait probablement étouffé. On l'imagine mal en servant du despotisme. Entre Delille, confiné dans sa gloire et divulguant trop tard des splendeurs démodées, Fontanes, grand officiant du régime qui ne versifie que dans le secret, et Marie-Joseph, opposant raidi et ulcéré, quelle position eût-il adoptée ? La Révolution, ne l'oublions pas, a suscité un nouveau Chénier, remarquablement doué pour la prose d'idées ou de combat. N'aurait-il pas penché de ce côté, déléguant à des cadets le soin d'achever le monument : Lemercier pour bâtir *L'Atlantiade* , *La Mérovéide* , *La Panhypocrisiade* ; Millevoye, et bientôt Lamartine, pour de plus courtes *Méditations* ? **« Tout peindre »**Tel qu'il est, on ne cesse de revenir à lui, « Phénix sorti vivant des cendres du tombeau ». Ces fragments, dont il devait se désoler, disent son rêve mieux que ne le ferait l'œuvre achevé. C'est la revanche du génie et le triomphe de la poésie. Ce rêve prend sa source en Grèce, pays du marbre, de la lumière, de la pureté, terre de la mythologie, du « langage sonore », paradis de la connaissance, dont le poète garde le lointain souvenir. Il se poursuit dans une fringale de découverte absolue qui pactise avec la matérialité du monde : la poésie, comme l'ambre, a le pouvoir de cristalliser l'objet qu'elle happe au passage : « Mes chants savent tout peindre. » L'union de l'ancien et du nouveau, de la science et de l'histoire, de la mythologie et de la réalité enfante les images caractéristiques où s'exprime l'obsession tenace de l'être aspirant à

une plongée dans la nature élémentaire, retour de l'âme « à sa grande origine ». L'énergie vitale se dissout dans le cosmos, soit que le corps s'exténue par sublimation (*Néère*), soit que sa chute dans l'eau provoque une immersion bienfaisante (*Hylas*), soit que l'onde le restitue à la terre qui lui fait cortège (*La Jeune Tarentine*), soit que le feu primitif l'absorbe tout entier en un « plein ciel » admirable où la nuit devient torrent de lumière (*Hymne à la nuit*). La poésie, élévation du matériel à l'immatériel, naît dans un transport violent et bref, élan spasmodique dont le dernier soupir de Néère et le cri rageur des *Iambes* restent, sur deux registres bien différents, la plus belle illustration. La mort est au bout du chemin, non pas comme un terme, mais comme la vision reposante et gracieuse d'une métempsycose. Enfin, l'épopée en miettes de Chénier signe la faillite du grand poème et inaugure l'ère du lyrisme fragmentaire. On s'explique que les modernes de toute génération le revendiquent comme leur précurseur : car il enseigne que la poésie engage l'homme tout entier et que, si elle commence par une perception virginale du réel, elle ne trouve son accomplissement que dans le surréel.

CHÉNIER MARIE-JOSEPH (1764-1811)

Né à Constantinople deux ans après son frère André, officier de dragons à dix-sept ans, Marie-Joseph de Chénier démissionne assez vite de l'armée pour se consacrer aux Muses. Après quelques pièces sans aucun succès, il remporte un triomphe à la fin de 1789 en faisant jouer un *Charles IX* où sa plume de patriote dénonce vigoureusement les tyrans. La même faveur du public accueillera son *Henri VIII* en 1791 et son *Caïus Gracchus* en 1792 ; désormais, pour les contemporains et jusqu'à la publication fort tardive des œuvres posthumes de son frère, quand on parle du grand poète Chénier, c'est de lui qu'il s'agit. Sa célébrité lui vaut d'être élu sans peine député de la Seine-et-Oise à la Convention ; montagnard, régicide, il se consacre surtout aux travaux du comité de l'Instruction publique, pour lequel il présente notamment un rapport sur la création des écoles primaires le 12 décembre 1792. Et il poursuit son œuvre de poète : textes de nombreux hymnes et chants révolutionnaires, dont les paroles du *Chant du départ* (*Les républicains sont des hommes, / Les esclaves sont des enfants*), et une pièce, *Timoléon* , jouée au printemps de 1794, qui aurait déplu à Robespierre par des insinuations dantonistes. Il est sûr en tout cas que Marie-Joseph n'est pas très bien vu du pouvoir en ce début de thermidor où son frère André monte à l'échafaud, et que les tentatives qu'il a pu faire pour sauver son aîné, malgré l'antagonisme politique qui les opposait depuis cinq ans, n'avaient guère de chances d'être utiles : on doit donc rejeter les accusations de lâcheté portées contre lui à cette occasion, dont il se défendra dans une *Épître sur la calomnie* assez émouvante (1797) et que reprendra néanmoins sous une forme plus insidieuse Alfred de Vigny dans son *Stello* .

Après la chute de Robespierre, Marie-Joseph fait figure pendant quelques mois de grand politique ; il est membre du Comité de salut public, il participe à la réaction thermidorienne ; plus effacé sous le Directoire, il glisse du centre gauche au centre droit ; l'évolution du Consulat et de l'Empire le rend à la ferveur première de son républicanisme ; son *Cyrus* lui vaut une disgrâce assez prononcée ; il meurt encore jeune, supportant un certain dénuement avec une grande dignité oppositionnelle. À son fauteuil de l'Académie viendra s'asseoir un autre opposant, bien moins révolutionnaire en politique, bien plus révolutionnaire en littérature : le vicomte de Chateaubriand.

© 1995 Encyclopædia Universalis France S.A.Tous droits de propriété intellectuelle et industrielle réservés.

LES AMENAGEMENTS SUR L'ISERE

26-Le Pont Neuf

1894 : à la suite de l'expansion économique des villes de Romans et de Bourg-de-Péage, création de deux lignes de tramway à vapeur l'une partant de la gare de Romans, l'autre de la gare à Bourg-de-Péage, sans liaison entre-elles, l'Isère n'est pas traversée. La largeur des voies est de 1 m ; la locomotive est munie de petites roues ; sa vitesse est faible, 30 km/h.
1906 - 1908 : sous la municipalité romanaise d'Alfred Pinet, construction du Pont Neuf en technique nouvelle. Le béton armé permet de lancer des arches de grande portée mais en gardant un aspect traditionnel car le pont est revêtu de pierres provenant de la carrière de Peyrus. A cet emplacement, l'Isère a 100 m de large et 4,5 m de profondeur. Côté Bourg-de-Péage, le pont est à 14 m au-dessus de la rivière, coté Romans, il est à 11 m : c'est un des rares ponts qui ne soit pas horizontal. La largeur du tablier est de 10 m.
1908 : 27 septembre, inauguration du pont par Paul Doumergue, ministre de l'Instruction Publique.
1932 - 1934 : fermeture des lignes de tramway concurrencées par les autobus, plus tard par l'automobile.
1940 : 20 juin. C'est la Seconde Guerre mondiale; l'armée française des Alpes fait sauter le pont pour stopper l'avance des Allemands.
1941 : 26 février, le conseil municipal de Romans décide la reconstruction avec agrandissement de la voûte du côté de Romans pour permettre le passage des quais de l'Isère et leur élargissement.
1944 : 29 août. Les Allemands font sauter deux arches du pont avant la libération des deux villes par les Américains qui ont débarqué en Provence, le 15 août.
1945 : reconstruction des deux arches.

27-Le barrage de Pizançon

1902 - 1903 : fondation de la compagnie électrique, la Société des Forces Motrices du Vercors.
1908 : construction du barrage du Bournillon, sur la Bourne, pour alimenter Pont-en-Royans, puis Romans et Bourg-de-Péage.
A partir de 1920 : le développement industriel et les besoins urbains sont à l'origine du barrage de Pizançon. C'est un investissement lourd, un projet très important. La Société des Forces Motrices du Vercors ne pouvant seule faire face aux investissements, s'intègre à la Société Générale Force et Lumière, de Grenoble, société régionale plus importante, privée mais reconnue d'utilité publique.
Le choix du site : encaissé, étroit, dans le lit naturel de l'Isère. Remonter le niveau de l'eau en amont n'a pas de conséquences, sauf aux Fauries où le niveau de l'Isère est proche des maisons.
Les contraintes : à cette époque, l'Isère est considérée comme étant encore navigable. L'administration oblige le constructeur à réaliser, du côté de Romans, un espace pouvant accueillir une écluse.
1928 - 1931 : construction du barrage par l'entreprise des Grands Travaux Hydrauliques en béton cyclopéen (enceinte chargée de gros blocs de pierre), fermé par 6 vannes de 15 m, la hauteur de la chute est de 12,60 m. La centrale comporte 2 groupes Kaplan à axe vertical de 145m³/s et 2 groupes hélices à axe vertical de 125m³/s. Sa puissance totale est de 42 MW, la productivité moyenne annuelle, de 245 GWh.
1931 : le barrage est couplé au réseau.
1940 : 20 juin, Seconde Guerre mondiale, à l'approche des troupes allemandes, le pont du barrage de Pizançon, miné par l'armée française, saute à 7 h 10 du matin.

28 – Le barrage de la Vanelle

Années 1930 : études faites par la compagnie électrique de la Loire et du Centre, société privée, qui avait été la partenaire majoritaire dans la réalisation du barrage de Beaumont-Monteux, en 1921.
1939 - 1945 : Seconde Guerre Mondiale, suspension du projet.
1946 : nationalisation des compagnies et création de l'EDF. Le projet est intégré dans le programme ambitieux d'EDF pour alimenter le pays sous-équipé et dépendant en besoins électriques.
1946-1950 : en raison du site constitué de molasse surmontée d'alluvions, l'ouvrage est construit en trois temps (chenal à l'abri d'une enceinte provisoire, constitué par l'entrée et le canal de sortie de l'usine ; construction du barrage accolé ; enfin, l'eau passant dans le barrage, construction de l'usine), car le contexte économique de l'époque est difficile (manque de crédits, de matières premières, d'usines pour la fabrication du gros matériel).
1948 : juin et septembre, le chantier est noyé par deux fois.
1950 : le barrage de la Vanelle est couplé au réseau. Contrairement au barrage de Pizançon, celui de la Vanelle est en béton armé au coffrage de béton homogène; il est constitué par 4 vannes de 18 m, et la hauteur de la chute est de 8,40 m. La centrale comporte 3 groupes Kaplan à axe vertical de 177 m³/s. Sa puissance totale est de 29 MW, la productibilité moyenne actuelle est de 162 GWh.

Romans et Bourg de Péage vers 1965 (Fonds Ginet)

LES GRANDS ACTEURS

29-L'architecte de la ville, Raphaël Dorne (1864-1940)

1864 : 24 juin, naissance à Etoile-sur-Rhône.
1878 : diplômé de l'Ecole de la Martinière.
1879 : entre, comme ingénieur en chef, au service de la Compagnie des Fonderies et Forges de l'Horme - Chantiers de la Buire, à Lyon.
1882 : à partir de 1882, il s'occupe de constructions et de bâtiments.
1892 : supervise les travaux de menuiserie et de serrurerie de l'Etablissement Thermal du Mont-Dore.
1892 : 19 juin, arrêté municipal nommant *« Monsieur Dorne Raphaël, architecte de la ville de Romans. (Il) devra dresser tous les projets, plans et devis qui lui seront demandés par la municipalité. Il devra tout son temps à ses fonctions, toutefois il aura le droit de s'occuper de travaux particulier en dehors des heures de bureau et quand il aura assuré le service. Le Maire, Lacoste. (...) . En qualité de directeur de la Voirie et des Eaux, (il sera chargé) du service de la voirie urbaine (...), de la construction et de l'entretien des égouts (...), des alignements, des autorisations de constructions, réparations, saillies, occupations de la voie publique (...), de l'entretien et de la pose des fontaines (...) ».*
1901 : dessine les plans de la Banque de France.
1902 : présente le projet de monument à Auguste Bouvet, édifié dans la cimetière.
Entre le 31 décembre 1904 et le premier février 1910, la municipalité supprime la fonction d'architecte-voyer municipal.
1905 : réalise des études pour un nouveau pont sur l'Isère et les plans de l'Hôtel des Postes.
1920 : dessine les plans des Halles, rue Sabaton.
1921 : dessine les plans de la façade de l'Hôtel de Ville.
1921 - 1923 : supervise la réalisation du Monument aux Morts de l'escalier de l'Hôtel de Ville confiée à Escalle et Reymond, marbrier à Grenoble, et à Davin, sculpteur grenoblois, « élève du Me Falguière ».
1924 : 21 octobre, il est pris d'un malaise au cours de sa tournée. Le 23 octobre, il adresse au maire, Jules Nadi, une lettre pour être déchargé du service courant de la voirie et fait valoir ses droits à la retraite après « 27 ans et 6 mois de service », pour une modeste pension annuelle de 4250 Fr.
1929 - 1933 : la municipalité lui confie la fonction d'architecte-conseil de la ville pour 1200 Fr. annuel.
1930 : dessine le monument à Jules Nadi, édifié dans le cimetière.
1936 : 29 décembre, le conseil municipal vote en sa faveur un secours annuel de 2400 Fr.
1940 : 6 novembre, Raphaël Dorne décède à Romans.

30-Le maître-sculpteur, Gaston Dintrat (1889-1964)

1889 : 10 mai, naissance à Valence.
1910 - 1914 : élève de l'Ecole des Arts de Toulouse et de l'Ecole des Arts de Paris. Il a pour maître, Auguste Rodin et Antoine Bourdelle.
1920 - 1940 : Il conçoit des monuments à Tain, Valence, La Voulte, Le Pouzin, Brioude, Joyeuse et sculpte « la Vierge des Mariniers » placée à Châteauneuf-du-Rhône.
1919 : à Romans, dessine le Monument aux Morts, sur la place du Champ-de-Mars.
1933 : sculpte le Monument Jules Nadi, boulevard Gambetta.
1945 : réalise les statues du nouveau Monument des Etats du Dauphiné, à Romans, et « le départ pour les Maquis du Vercors », à Bourg-de-Péage.
1964 : travaille au monument élevé à Ambel, à la gloire des « Martyrs du Vercors ».
1964 : juillet, décès à la Roche-de-Glun, après une courte maladie. Deux jours avant sa mort, il avait signé le buste de Camille Vernet, ancien maire de Valence. Il laisse inachevé un Monument aux Morts destiné à la mairie de Bourg-de-Péage.

QUELQUES OUVRAGES ET ARTICLES DISPONIBLES AUX ARCHIVES COMMUNALES DE ROMANS

La manoore de vè Rumans, Calixte Lafosse, 1878.
Romans et Bourg-de-Péage avant 1790, Delacroix, 1897.
Histoire des rues de Romans, Dr Ulysse Chevalier, 1900.
Le voyage de Léon Gambetta dans la Drôme 17-18 sept 1908.
Historique du 75° RI, Imp. Berger-Levrault, vers1920.
L'Oeuvre municipale de la Consultation des Nourrissons et de la Goutte de Lait,1929.
"C'est Romans", Revue locale, 1930.
L'apostolat de Jules Nadi, Paul Ronin, 1933.
L'effort de cinq années d'un bureau d'hygiène (1933-1938), Dr Léopold Gauthier,1939.
Jours tragiques sur l'Isère, Gaston Bouchet, 1940.
Romans sous l'occupation allemande, Paulin Pailherey, 1940.
La défense héroïque de l'Isère en 1940, L. Dumas 1940
Paulin Pailherey (1898 - 1941), 1941.
La Dauphine Béatrix de Hongrie, Louis Vinay, 1943.
Résistance, Abbé Michel Lemonon, 1944.
La libération de nos villes Collectif 1945
Victor Boiron, Mme Boiron, 1945.
Vercors, citadelle de la Résistance, la vie secrète du maquis, n° 6 Cdt Lemoine, 1945.
L'Année Terrible, Jeanne Deval, 1946.
Le Dr François Eynard (en 1940), biographie. 1949.
La Résistance à Romans (causerie), Pierre Cuminal ,1961.
L'évolution de l'industrie de la Drôme de 1869 au début du XXe (extraits sur Romans), Bernard Lecomte,1962
La Tannerie romanaise, Annie Roche, 1984.
Les Années Noires, Jeanne Deval, 1984.
Bourg-de-Péage (son passé, ses activités, ses hommes), J.-Cl Poncelet, Bruno Charignon, 1985.
Ces Années Passées, Jeanne Deval, 1988.
Les adhérents de la M.J. de Romans dans la Résistance, J. Cl.Leroyer,1991.
La vie quotidienne des Romanais sous l'occupation 1940, Sophie Colençon, 1991.
Romans – Bourg de Péage, association Sauvegarde du Patrimoine romanais-péageois, 1992
La Pogne, B. Gougeon, 1994
Les luttes et la vie du monde ouvrier romanais-péageois, Le tribunal de commerce de Romans, 1995
Romans-sur-Isère 1889-1939, association Sauvegarde du Patrimoine romanais-péageois, Ed. Sutton, 2001
Romans d'Amour, Romans d'Amour/Errante, 2003.
Les médecins des pauvres à Romans,J.F. Lanier, 2003.

Des articles publiés dans certains périodiques : « L'Impartial », « Revue Drômoise », « Etudes Drômoises ».